

CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

DOSSIER

SPORT & DÉVELOPPEMENT

INTERVIEW

Marie-Amélie Le Fur

INFOGRAPHIE

Sport & Développement

TÉMOIGNAGES

en Centre-Val de Loire



juillet 2024

54

SOMMAIRE



Marie-Amélie Le Fur

Interview

P.12



Sport &
Développement

Infographie

P.26



Témoignages en
Centre-Val de Loire

Témoignages

P.28

REVUE DU RÉSEAU N°54 - SPORT & DÉVELOPPEMENT

Comité de rédaction Centraider • **Contributeurs** Association Échanges, Culture, Coopération, Sport, Santé, Solidarité (ECCSSS), David Blough, Frédéric Cholé, Samuel Ducroquet, Fédération Française d'Équitation, Rémi Geoffroy, Pierre Gony, José Hernandez Pola, La Guilde, Catherine Leclercq, Marie-Amélie Le Fur, Région Centre-Val de Loire, Saint-Amand-Montrond/Riobamba, Joseph Schechla, • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com, Midjourney • **Elaboration de la revue** Equipe de Centraider • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Visuel de couverture** Midjourney / Guillaume Guetreau - Centraider • **Directeur de publication** Renaud Mettre • **Imprimeur** Imprimerie **EST** • **ISSN** : 2270-8377 • **Contact** Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@centraider.org / contact@centraider.org • **CENTRAIDER** est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org

D

urant l'antiquité le sport était vu comme un entraînement à la guerre ou un hommage religieux. Avec le temps, il est devenu un loisir ou une compétition et avec l'ère industrielle et le culte de la productivité, il s'est focalisé sur la performance et les records. Aujourd'hui, quelque soit la manière dont il est perçu et pratiqué, le sport occupe une place prépondérante dans nos sociétés modernes. Plus qu'une simple activité de loisir, il est devenu un véritable levier de développement sur les plans économique, social, éducatif, sanitaire et scientifique. À travers ses différentes dimensions, le sport se révèle être un puissant outil de transformation et d'amélioration de nos sociétés, de nos vies et de nos territoires.

D'un point de vue économique, l'impact du sport est indéniable. Les événements sportifs majeurs comme les Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde de football attirent des millions de spectateurs et génèrent des milliards de revenus. Ces événements créent des emplois, stimulent le tourisme et favorisent les investissements dans les infrastructures. Ils ont cependant aussi des conséquences négatives, notamment pour les populations en situation précaire vivant dans les villes hôtes. Se pose également la question du coût énergétique de ces grandes manifestations, du coût bas carbone comme on nous le dit pour les JO et JOP 2024 ; mais comment tenir un tel discours alors que des millions de gens vont se déplacer ?

Le sport, au travers des pratiques et des projets qui y sont liés, joue un rôle crucial dans le développement social. Il promeut des valeurs telles que le fair-play, l'acceptation des règles du jeu, la persévérance et le respect de l'autre. En encourageant la participation de tous, indépendamment de l'âge, du sexe, ou de l'origine sociale, le sport favorise l'inclusion et la cohésion sociale, en tout cas lorsque les organisations sportives créent les conditions pour que celles-ci soient possibles. La pratique régulière d'une activité physique réduit les risques de maladies chroniques telles que les



”

[...] celles et ceux qui investissent dans le sport, investissent également dans l'avenir pour améliorer la qualité de vie des femmes et des hommes de notre monde.

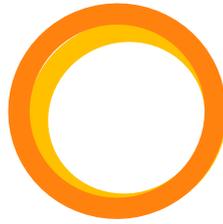
maladies cardiovasculaires, le diabète et l'obésité. En cela il participe au développement sanitaire. De plus, le sport motive les recherches scientifiques, qui ont révolutionné la manière dont les athlètes s'entraînent et performant grâce à l'analyse biomécanique, à la physiologie de l'exercice et à la psychologie du sport. Des technologies comme les capteurs de mouvement, des lasers de mesures de distances, des chronomètres qui mesurent au millième de seconde ou encore des logiciels d'analyse qui permettent d'étudier en détail les gestes techniques et de corriger les défauts, ont été créées pour permettre une optimisation des performances et une réduction des risques de blessure. La recherche a donc permis d'optimiser les performances athlétiques mais aussi d'améliorer les soins de santé, d'influencer les politiques publiques et d'enrichir notre compréhension des bienfaits du sport sur la qualité de vie. Dans le handisport, elle permet la création de prothèses, de fauteuils, de lunettes...etc.

En continuant à investir dans la recherche scientifique dans le domaine du sport, nous pouvons espérer des avancées encore plus significatives qui bénéficieront à l'ensemble de la société. Le sport, éclairé par la science, devient ainsi un vecteur de développement humain durable et inclusif.

On le voit, le sport est une force motrice de développement à multiples facettes, capable de transformer les individus et les sociétés. Il est essentiel de promouvoir l'accès au sport pour tous, de soutenir les initiatives sportives locales et de reconnaître le sport comme un pilier stratégique du développement global de la solidarité, de la coopération. Ainsi, celles et ceux qui investissent dans le sport, investissent également dans l'avenir pour améliorer la qualité de vie des femmes et des hommes de notre monde.

Renaud Mettre > Président de Centraider

VIE DU RÉSEAU



CENTRAIDER AU PRINTEMPS DE BOURGES

Dans le cadre de l'édition 2024 du Printemps de Bourges, du mardi 23 au dimanche 28 avril, Centraider a animé et mis à disposition de ses membres un stand mutualisé sur le village «Demain le Printemps !», accessible librement. Les thématiques phares du village étaient cette année la jeunesse, la transmission, le territoire et le développement durable.

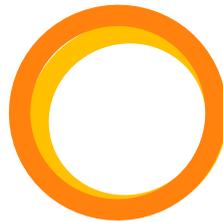
Parmi nos membres, Concordia, Electriciens Sans Frontières, Ambulanciers Sans Frontières, Toubous du Sahara, A.S.I.E, UTFD et Association les Ivoiriens, ont eu l'occasion de présenter leurs actions au public et de mettre en place des animations afin d'attirer

et d'impliquer les visiteurs, notamment les familles.

Ariane et Aminata, volontaires en service civique à Centraider dans le cadre du projet RECITAL-ODD, ont pu présenter l'association et partager leur expérience. Elles ont animé et sensibilisé le grand public sur la question des objectifs de développement durable à travers plusieurs animations. Parmi elles, la roue des ODD, un outil phare et toujours apprécié par le grand public, mais aussi quelques nouveaux outils qu'elles avaient conçus elles-mêmes : un dé géant et une marelle des ODD destinés aux enfants.



VIE DU RÉSEAU



RECITAL-ODD : 17 NOUVEAUX PROJETS SOUTENUS POUR RENFORCER L'ENGAGEMENT DES CITOYENS EN FAVEUR DES ODD

Le dispositif RECITAL-ODD, mis en place par Centraider depuis 2020, est conçu pour renforcer les compétences des associations de la région Centre-Val de Loire en matière de sensibilisation aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Il vise à leur fournir des outils d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale et à leur permettre d'intervenir efficacement auprès des jeunes et salariés de la région.

En 2024, 17 nouveaux projets portant sur diverses thématiques telles que l'eau, l'agriculture et le sport, ont été sélectionnés et seront déployés dans cinq départements de la région. Ils permettront de sensibiliser plus de 1 200 jeunes et salariés aux ODD et à l'engagement solidaire.

Pour clôturer ces actions, une rencontre régionale des lauréats est prévue en décembre. Cet événement sera l'occasion de dresser un bilan des trois dernières années de mise en œuvre du dispositif et d'envisager les perspectives pour la période 2025-2027.

Le programme RECITAL-ODD est porté au niveau national par la Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA) et soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD).



Retrouvez toutes les informations sur le dispositif et les projets accompagnés sur centraider.org

RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER



L'assemblée générale s'est tenue à Blois le vendredi 12 avril 2024. Mr Renaud Mettre, président, a introduit la séance avec le rapport moral et a laissé l'équipe salariée présenter le rapport d'activités.

Les salariés ont alors fait une entrée sportive sur l'hymne des Jeux Olympiques.

L'équipe souhaitait évoquer un évènement qui, par son esprit et ses valeurs, trouve un écho profond dans leurs missions : les Jeux Olympiques et Paralympiques. La quête d'excellence et l'ambition de construire un monde meilleur par le sport résonnent en effet avec les principes qui guident l'action de Centraider.

Ainsi, les activités menées en 2023 par Centraider ont été présentées par nos binômes de « sportifs » : la communication avec le tir à l'arc pour cibler son public, l'accompagnement avec la natation pour

nager plus vite vers son objectif, l'escalade pour monter en compétence à travers les formations, la course de relais pour atteindre les ODD avec le projet RECITAL, la navigation pour l'AECT afin de hisser la voile de nos collectivités et que le vent les porte vers des coopérations inspirantes, les sports de combat pour promouvoir la mobilité internationale des jeunes et enfin le rugby pour représenter les campagnes citoyennes.

Nos deux jeunes volontaires accueillies à Centraider en 2024, Aminata et Ariane, se sont présentées en s'envoyant la balle au tennis et expliquant leurs motivations.

Nous remercions tous les participants et particulièrement Morgane NORRY, secrétaire générale au Théâtre de l'Imprévu, et Clémence GANRO, présidente du COSIM Centre-Val de Loire, pour leur témoignage.

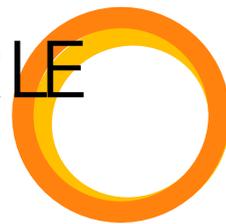


Retrouvez le rapport d'activités 2023 sur www.centraider.org



VIE DU RÉSEAU

RETOUR SUR LE SÉMINAIRE ACTION EXTÉRIEURE DES COLLECTIVITÉS



Le 14 mai, Centraider a organisé un séminaire sur l'action extérieure des collectivités territoriales. Co-porté par la Région Centre-Val de Loire et accueilli par la ville de Bourges, il avait pour principal objectif de donner envie à de nouvelles collectivités de s'engager à l'international. Des élu.e.s de la Région, de la ville de Bourges et de la communauté de communes de Nérondes ont ainsi partagé l'histoire, les difficultés et les impacts de leurs jumelages, projets de coopération décentralisée et actions de mobilité pour leurs jeunes.

Ces interventions ont été suivies de la présentation, par des représentants du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et de Cités Unies France, du cadre juridique et des appuis méthodologiques et financiers disponibles. L'équipe de Centraider a complété ce panorama en montrant que les opportunités existent mais qu'elles doivent être adaptées à la vision et aux ressources de chaque collectivité : à chaque collectivité territoriale son action extérieure ! Force est néanmoins de constater que parmi la douzaine de participants, certains se

sont sentis démunis face au volume d'information présenté. Leurs retours nous ont montré que nous devons nous efforcer de toujours mieux adapter nos contenus et de proposer, aux petites collectivités rurales notamment, des opportunités d'ouvrir leur territoire qui soient proches d'elles. Cela nous guidera dans la définition des prochaines étapes d'appui aux collectivités de la région. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des suggestions à ce sujet ou des projets à développer.

VIE DU RÉSEAU

RETOUR SUR LE SÉMINAIRE DE FORMATION NATIONALE ALIMENTERRE



Du 3 au 5 Avril, CENTRAIDER a accueilli à Vendôme les coordinations territoriales et des enseignants de l'enseignement agricole pour le séminaire de formation annuelle AlimenTERRE.

Organisées conjointement entre CENTRAIDER, le Comité Français de Solidarité Internationale (CFSI), l'Institut Agro Florac et le Réseau d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (le RED), ces 3 journées de formation avaient pour thème "La démocratie alimentaire".

Après un premier après-midi de travail sur les fiches pédagogiques qui accompagnent les films de la sélection AlimenTERRE 2024, les participants ont pu assister, le lendemain, à une présentation du projet PATAMIL par Bertrand Sajaloli, vice-président de CENTRAIDER, avant de découvrir différents outils pédagogiques :

la fresque du lait, la face cachée de la pâte à tartiner industrielle, ou encore la mallette pédagogique Rio Terra du GRDR.

Finalement, une table ronde a été organisée pour découvrir des projets locaux de démocratie alimentaire : le projet de sécurité sociale de l'alimentation par Paul Froger de l'ADEAR 37, l'initiative TIPI portée par le Centre Social Plurielles de Tours, et le projet « Du pré à l'assiette » de l'Agro Campus des 2 Vallées qui regroupe les lycées agricoles de Vendôme, Blois et Montoire.

Centraider remercie l'ensemble des intervenants, ainsi que le lycée agricole de Vendôme et le Minotaure pour leur accueil. Le Festival AlimenTERRE se déroulera comme chaque année du 15 Octobre au 30 Novembre partout en région Centre-Val de Loire.





VIE DU RÉSEAU

FORUM RÉGIONAL DES JUMELAGES ET VILLES JUMELÉES : LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, VECTRICE DE PAIX ET DE PARTENARIATS



Le 16 janvier 2024 environ 110 personnes, principalement des membres de comités de jumelage et agents ou élus de collectivités territoriales, se sont retrouvées à l'Hôtel de Région à Orléans pour échanger sur les enjeux de la coopération européenne et internationale.

Organisée par Centraider en partenariat avec la Région Centre-Val de Loire et l'AFCCRE, cette journée s'est déroulée autour de plusieurs temps forts : l'ouverture par le président de Région François Bonneau, Delphine Bennassy, élue régionale à la Culture et la coopération internationale et Renaud Mettre, président de Centraider, un retour sur le rôle des jumelages comme vecteur de paix, des moments d'interconnaissance, des découvertes de projets inspirants et des ateliers d'échanges de pratique et découverte d'outils dont l'un

animé par les Centres EUROPE DIRECT de la région.

Centraider remercie l'ensemble des partenaires impliqués dans cette journée ainsi que les participants. Centraider réaffirme aussi son engagement à favoriser les rencontres et accompagner les jumelages et les collectivités locales dans leurs projets de coopération.



Retrouvez le compte-rendu détaillé sur www.centraider.org



INTERVIEW

Photo :
Nelson Rosier
Coulhon /
David Blough

DAVID BLOUGH

« CE N'EST PAS LE BALLON QUI ÉDUQUE, C'EST L'ÉDUCATEUR »

David Blough est un expert du secteur humanitaire et de l'économie sociale et solidaire. Après avoir dirigé PLAY International, une ONG pionnière de l'innovation sociale par le sport, il a fondé 10, une entreprise qui accompagne les organisations dans le domaine de l'impact social pour le sport.

Il est l'auteur de deux essais aux éditions Rue de l'échiquier : Sportwashing. Que sont devenues les valeurs du sport ? (2020) et Le Sport des solutions. Voyage en terre des possibles (2023, 2024). Il réalise le film tiré du livre en mai 2024.

Le film montre le parcours de vie de Femmes et d'Hommes de Rio, Paris, Thiès, Fribourg et Muizenberg. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus ?

Ce film est un voyage, une immersion, et une rencontre auprès de femmes et d'hommes qui utilisent le sport de manière innovante d'un point de vue sociétal. De plus en plus d'organisations et porteurs de projets, pour la plupart issus de la société civile, choisissent d'utiliser une ou plusieurs pratiques sportives, pour apporter des réponses à des enjeux sociétaux d'inclusion sociale, d'éducation, d'accompagnement au développement de compétences psychosociales par exemple. Ainsi, c'est apporter un éclairage sur le sport dont on parle très peu : le sport comme vecteur de solutions.

Votre livre retrace 9 parcours, votre film 5. Y'a-t-il un parcours qui vous touche plus que les autres ?

C'est difficile de répondre à cela car ce sont des projets où l'humain est central. Ce sont des histoires qui sont, pour la plupart très positives, mais qui ont lieu dans des contextes très différents et avec des profils différents, parfois difficiles. Je pense notamment à Sino et Buja, qui sont les deux éducateurs présents dans le film pour l'association Waves for Change à Muizenberg en Afrique du Sud. Leur histoire me touche en particulier, ils étaient bénéficiaires du programme car ils ont des parcours de vie extrêmement difficiles. Sino est une jeune femme qui a 20 ans et qui a été abandonnée par ses parents à l'âge de 3 ans. Tout comme Buja, ils ont un rôle désormais d'accompagnement auprès du même profil de jeunes qu'ils étaient auparavant. Je trouve que ce sont de jeunes personnes qui ont une maturité incroyable pour leur âge. Pour l'anecdote, ils sont venus présenter le film au mk2 Bibliothèque à Paris pour l'avant-première et c'était la 1^{ère} fois qu'ils quittaient l'Afrique du Sud.

Photo :
Nelson Rosier
Coulhon /
David Blough

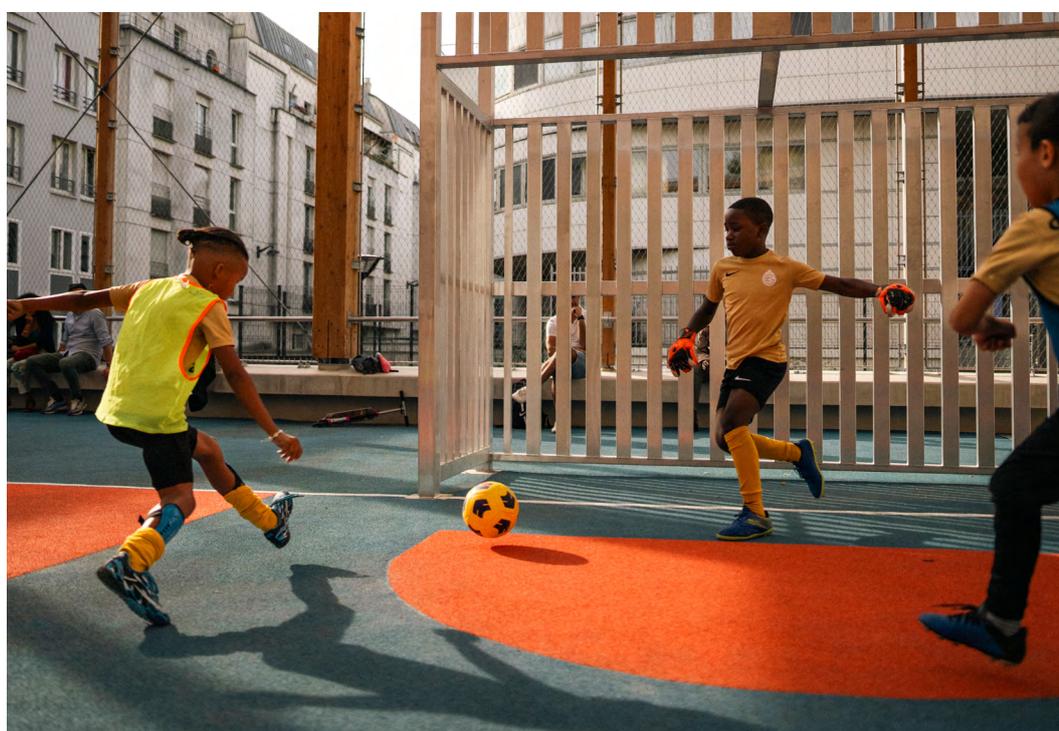
”

De plus en plus d'organisations et porteurs de projets, pour la plupart issus de la société civile, choisissent d'utiliser une ou plusieurs pratiques sportives, pour apporter des réponses à des enjeux sociétaux d'inclusion sociale, d'éducation, d'accompagnement au développement des compétences psychosociales par exemple.

Quelles sont les origines de ce livre et de ce film ?

Il faut remonter au moment où j'ai intégré une ONG qui s'appelle aujourd'hui Play international. J'ai toujours été soit dans le champ de l'économie sociale, soit dans le champ du développement et c'est par curiosité, aimant le sport, que j'ai fait du lien entre les deux. Mon but était d'essayer de voir quelle était la place des pratiques sportives dans le champ de l'humanitaire ou du développement. Il existe ainsi une vraie légitimité pour utiliser le sport à des fins d'éducation ou d'inclusion sociale par exemple, y compris dans les contextes les plus précaires et même particulièrement

Au bout de quelques années avec Play International, j'avais goûté à beaucoup de projets dans des contextes souvent difficiles et j'étais aussi invité à des prises de parole dans des conférences concernant ces projets ou sur la thématique en général. Je me suis rendu compte que c'est régulier d'entendre, au travers d'une grande tirade, que le sport est rempli de valeurs comme le dépassement de soi, l'esprit d'équipe etc. Mais c'est un complet décalage avec la réalité. En écoutant ce genre de discours on a l'impression qu'il suffit de mettre un ballon sur un terrain pour qu'il se passe des choses formidables, or ce type de projets demande une énergie, une ingénierie de projet, une pédagogie conséquente pour qu'il



dans ces contextes. L'écriture de ce livre est la première chose que j'ai réalisée après avoir quitté mes fonctions de directeur à Play International en 2020. Après une cinquantaine de visioconférences, je me suis mis rapidement à l'écriture et je me suis dit que ces histoires, toutes très fortes émotionnellement parlant, méritaient d'être mises en images. L'Agence Française de Développement a été l'un des premiers partenaires à répondre présent et a amorcé le financement du film.

Auparavant vous avez écrit un livre intitulé « sport washing », en référence au green washing, qui s'attache à déconstruire les idées reçues sur le sport...

puisse fonctionner. En fait, autant comme je le disais le sport est sous-exploité en matière d'impact social, autant cet impact social n'est pas si systématique. En réalité, le sport n'a pas de valeur intrinsèque, c'est plutôt une construction idéologique qui est née avec le sport moderne au XIX^e siècle. Si on veut vraiment que ces valeurs s'ancrent dans la réalité, il faut donner des ressources humaines, financières, expertes.

Ce n'est pas le ballon qui éduque, c'est l'éducateur qui peut utiliser un ballon et un terrain. Dans ce type de projet, le sport est un prétexte à l'éducation, c'est un terme très général qui revêt plusieurs nuances et réalités. « Sport-washing » dresse ainsi ce constat qu'entre la vision où le sport est une baguette magique et la vision où le sport est de l'ordre de l'inutile ou du superflu, il y a entre les deux



Photo :
Nelson Rosier
Coulhon /
David Blough



[...] il y a une reconnaissance croissante du sport dans le champ du développement par les différentes agences onusiennes tantôt par l'UNESCO, puis le HCR ou encore l'UNICEF qui, dans la Convention internationale des droits de l'enfant, à l'article 31 stipule que l'accès au jeu, donc fondamentalement au sport, est un droit fondamental.

le sport des solutions qui semble émerger. C'est le cas d'ailleurs depuis les années 90 dans le champ du développement. Il y a de plus en plus d'opérateurs qui utilisent le sport non pas comme une finalité mais comme un moyen pour atteindre des objectifs. Le film dresse ce tableau. Waves for Change par exemple, c'est la thérapie par le surf mais c'est aussi de la méditation, des exercices de respiration ou encore des groupes de paroles. C'est du sport augmenté en quelque sorte et qui a vocation à maximiser son impact auprès des bénéficiaires et s'éloigne un peu du champ compétitif qu'on connaît.

Comment se structure justement le champ du développement avec cette conception du sport ?

Premièrement, c'est qu'il y a une reconnaissance croissante du sport dans le champ du développement par les différentes agences onusiennes tantôt par l'UNESCO, puis le HCR ou encore l'UNICEF qui, dans la Convention internationale des droits de l'enfant, à l'article 31 stipule que l'accès au jeu, donc fondamentalement au sport, est un droit fondamental. Ensuite, il y a des états qui se sont progressivement saisis de la thématique et qui sont passés d'une logique de politique de dé-

veloppement du sport à partir des années 60 à une politique de développement par le sport dans les années 80. C'est ce changement de paradigme qui est important et qui légitime la présence des pratiques sportives dans le champ du développement. On note aussi une accélération de l'investissement de ces champs par la société civile depuis le début des années 90. Les pays anglo-saxons, du Commonwealth ou nordiques sont les premiers à s'en être emparés. Plus récemment, en France, l'Agence Française de Développement a, dans le sillage de l'obtention des Jeux de Paris 2024, défini et mis en œuvre une vraie stratégie autour du sport et du développement. On dénombre là encore un accroissement du nombre d'opérateurs.

Pourquoi le sport reste-t-il encore sous-exploité ?

Je pense que c'est très lié aux représentations qu'on se fait du rôle du sport et de la réalité des pratiques sportives. On a tous un rapport personnel vis-à-vis de cela que ce soit via nos pratiques sportives ou au travers de l'EPS si on remonte plus loin. Instinctivement on ne se rend pas compte que le sport ouvre une facette du champ des possibles.

Comment bailleurs et citoyens peuvent encourager les initiatives autour du sport ?

Du côté bailleurs, il y a un besoin financier certes mais aussi un besoin d'accompagnement. C'est l'une des approches intéressantes d'Impact 2024. Côté citoyen, il y a une nécessité d'une prise de conscience que le sport fait partie des disciplines trop souvent délaissées alors qu'elle tient une place importante. Il s'agit peut-être grâce à leur action, leur pratique sportive, de dépoussiérer l'image que l'on garde de l'EPS même si les contenus ont beaucoup évolué. Il faudrait faire passer le message que les objectifs vont au-delà de la simple évaluation des capacités motrices mais se porte aussi sur des champs de compétences psychosociaux.

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 se déroulent dans quelques semaines, quel est votre avis sur les retombées de ce genre d'événements sur l'ensemble de la société ?

Le fait qu'il y ait de moins en moins de villes candidates pour accueillir ces grands événements sportifs montre bien qu'il faut réfléchir à la manière dont ces événements sont utiles, au-delà de la compéti-

tion sportive qui dure par définition un temps limité. On parle donc souvent d'héritage olympique, mais celui-ci n'est pas systématique si on ne réfléchit pas à comment les moyens mis en œuvre pour ce type d'événement puissent perdurer. Pour cette édition, il y a quand même une vraie réflexion qui a été réalisée et cela dès la phase de candidature. Il y a notamment un fond de dotation qui s'appelle Impact 2024 qui a permis d'investir quasiment 50 millions d'euros sur des projets de sport à impact. L'enjeu maintenant c'est que ça perdure, d'autant que l'événement a permis d'initier un réel engouement que ce soit en idées ou en financement de ce type de projet.

Quels seraient vos conseils pour des porteurs de projet qui veulent se lancer dans ce type d'aventure ?

Je dirai que le premier réflexe à avoir est de regarder ce qui se fait déjà. Il y a des acteurs comme Play International qui font des choses depuis de nombreuses années et qui ont développé une expertise certaine. Je cite cette ONG car j'y étais mais il y en a beaucoup d'autres, en France comme à l'étranger, dont je parle dans le livre. Rechercher aussi par exemple les projets financés dans le cadre d'Impact 2024 ou encore l'AFD me semble aussi une bonne idée pour s'en inspirer et identifier les méthodes utilisées. Il faut garder en tête que les activités doivent être adaptées ou choisies en fonction de certains publics et/ou de certains contextes. Malheureusement il n'y a pas de référentiel mondial pour cela, il faut donc piocher à droite et à gauche dans les travaux de sociologues jusqu'aux rapports de l'AFD par exemple.

Quel est votre point de vue sur le positionnement éventuel de club professionnel voir d'athlète sur des questions d'avenir qu'ils soient politiques, sociaux ou environnementaux ?

De mon point de vue, ce n'est pas une obligation pour des athlètes de se positionner. En revanche, s'il y a un positionnement, il se doit d'être sincère car fondamentalement les sportifs, même s'ils ont plus de visibilité, sont des citoyens comme les autres. Évidemment, quand il y a un athlète ou un club qui partage les idées que j'essaie

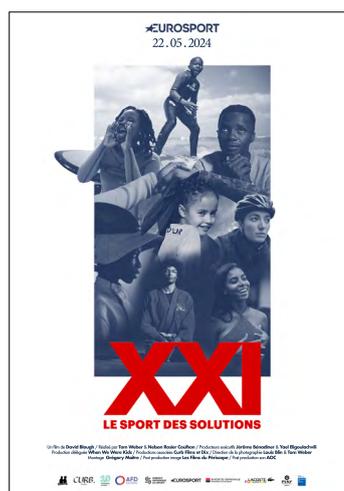
”

On parle donc souvent d'héritage olympique, mais celui-ci n'est pas systématique si on ne réfléchit pas à comment les moyens mis en œuvre pour ce type d'événement puissent perdurer.

de promouvoir forcément ça fait plaisir à partir du moment encore une fois où c'est sincère. Mais il faut aussi accepter qu'il y ait des prises de position sur des idées qu'on ne partage pas forcément, car on ne peut pas d'un côté inviter à s'exprimer sur certaines idées et déplorer un positionnement sur d'autres. Il faut accepter cette liberté d'expression aussi.

Ce qui est sûr c'est que le sport, depuis sa version moderne issue de la fin du XIXe siècle, a toujours été un espace citoyen d'expression politique. Il y a eu plein d'exemples et ça continue encore, que ce soit au travers des Jeux Olympiques ou d'autres compétitions internationales. C'est peut-être simplifié aujourd'hui par les effets des réseaux sociaux et la visibilité qu'ont aujourd'hui les sportifs ou d'une manière générale ces grands événements. Ce sont des espaces de visibilité incroyablement puissants.

Photo :
Nelson Rosier
Coulhon /
David Blough



Le film « XXI - Le sport des solutions » est disponible en ligne sur eurosport.fr

Inspiré de l'essai « Le sport des solutions, voyage en terre des possibles » de David Blough aux éditions Rue de l'Echiquier, Ce documentaire est une immersion inédite au sein d'initiatives emblématiques dans le domaine du sport et de l'impact social.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de recherche ERA - Justice juvénile et santé mentale des jeunes au Sénégal, scientifiquement porté par l'IRD via le Ceped en partenariat avec le CNRS et l'UCAD. Il a été présenté au Festival de Cannes en 2024 dans le cadre de la 9^e Semaine du Cinéma Positif.





INTERVIEW

MARIE-AMÉLIE LE FUR

«AU-DELÀ DES JEUX : ARRIVER À QUESTIONNER LA SOCIÉTÉ»

Véritable ambassadrice de sa discipline, Marie-Amélie Le Fur débute l'athlétisme à 6 ans. En 2018, elle devient la nouvelle présidente du Comité Paralympique et Sportif Français en succédant à Emmanuelle ASSMANN. Elle est née à Vendôme (Loir-et-Cher) et a obtenu 9 médailles olympiques dont 3 en or.

Pouvez-vous nous expliquer votre parcours et vos engagements ?

Mon parcours est assez simple, j'ai débuté le sport dès mon plus jeune âge avec l'athlétisme à 6 ans, non pas par passion mais pour faire plaisir à ma sœur qui voulait pratiquer ce sport et ne voulait pas le faire seule. Cette pratique du sport est devenue une forme d'évidence pour me construire en tant qu'individu, pour générer du lien social. Il y avait l'aspect compétitif, le don de soi, la réussite, des objectifs à atteindre qui m'animaient, mais aussi le fait, comme je le pratiquais en club, de le faire avec d'autres jeunes et de créer ce lien social important, sans pour autant à l'époque avoir l'ambition

d'en faire mon métier.

Puis après, il y a eu cet incident de vie à l'âge de 15 ans avec l'amputation et là, le sport a pris une place différente et m'a permis à un moment de doute, d'inquiétude, de me reconstruire. La vie prend effectivement une autre tournure et on découvre un monde inconnu, qui est celui du handicap. Le sport m'a permis de reprendre confiance en moi, conscience de mes compétences et de m'affranchir de ce qu'étaient les préjugés et les stéréotypes sociaux sur la situation de handicap. Derrière, j'ai pu tracer ma propre route et la chance que j'ai eue, c'est dès le début d'être soutenue dans mon ambition par mes parents, mes proches, l'univers des pompiers, par ma prothésiste. Très rapidement, j'ai pu trouver un coach, un club de proximité, et tout cela a facilité



Le sport n'est pas la réponse à tout. Mais grâce au sport, deux effets sociétaux sont importants [...] c'est se redonner confiance, c'est s'affranchir des préjugés et c'est opérer un décloisonnement social et [...] apprendre à connaître l'autre et pas seulement par le prisme de son handicap.

ma reprise de la pratique sportive, ce qui n'est pas toujours le cas pour les autres personnes en situation de handicap. La construction d'une carrière de sportive de haut niveau est venue avec le temps, étape par étape, des championnats de France, des championnats du Monde, les jeux paralympiques de Pékin puis ceux de Londres avec cette conquête du premier titre, qui va durablement changer ma vie et ma relation au sport. En atteignant le titre ultime, on en ressort changé avec l'ambition d'un nouveau rôle social : non plus d'agir pour soi-même, mais d'agir pour tout une communauté. J'ai donc fait le choix à partir de 2012 de militer en faveur de l'accès au sport pour les personnes en situation de handicap, de promouvoir plus largement les jeux paralympiques, pour que cela devienne un levier sociétal et travailler cette question de société inclusive. Après, il y a eu différentes instances dont le comité paralympique en 2018.

Comment percevez-vous le regard face au handicap et au parasport en France ?

On remarque que ce regard a considérablement évolué. Il y a eu plusieurs effets générateurs de ce changement. D'une part, par un effet sociétal global, c'est-à-dire que considérer la personne en situation de handicap est devenu une évidence avec une politique portée par l'Etat et les collectivités. D'autre part, une révolution du mouvement sportif actuellement en cours, qui a débuté par les jeux de Londres. Il y a eu un impact considérable avec les Jeux de Londres sur la connaissance, la reconnaissance, la médiatisation des jeux paralympiques. Un vrai effet structurant s'est alors mis en place, avec les fédérations qui se sont engagées en faveur du sport pour les personnes en situation de handicap. Au sein même de leur gouvernance, elles ont

désigné un élu en charge du parasport avec des commissions. L'engagement de la part de l'Etat s'est également renforcé, aussi bien sur la haute performance que sur le développement des pratiques, tout comme celui des collectivités qui, elles aussi, ont décidé de se poser la question « comment puis-je définir une politique publique du sport en faveur des personnes en situation de handicap ? quels ont les bons réflexes ? et quels moyens financiers ? »

Nous ne sommes qu'au début d'un processus, mais il est bien engagé.

À travers vos voyages et compétitions, que diriez-vous de l'approche de l'handisport ?

Dans d'autres pays, le lien est plus fort, plus durable car la relation avec le handicap est différente, ce ne sont pas les mêmes enjeux culturels autour du handicap.

Dans les pays nordiques, l'inclusion a pris tout son sens depuis de nombreuses années, là où en France, c'est beaucoup plus récent et naissant. On a encore besoin de contraindre le système à changer, parce que ce n'est pas naturel. Le sport peut être un levier pour y contribuer et arriver à travailler collectivement.

On remarque une accélération en Angleterre grâce à l'organisation des jeux de Londres. On voit que les italiens ont une médiatisation plus forte, plus régulière notamment avec les championnats de basket fauteuil et ceux de rugby fauteuil, ce qui permet d'instaurer plus durablement une approche inclusive, alors qu'en France, c'est encore en construction mais avec une accélération grâce aux JO de Paris.

Pour continuer avec l'Europe, le sport est reconnu en tant que facteur d'inclusion, d'insertion sociale, à votre avis, pourquoi et comment ?

Le sport n'est pas la réponse à tout, mais grâce au sport, deux effets sociétaux sont importants au-delà des effets sanitaires et de la santé : se redonner confiance en s'affranchissant des préjugés et opérer un décloisonnement social de la personne en situation de handicap. Le deuxième effet est collectif. Le fait de pratiquer dans un club de façon inclusive, dans les mêmes locaux, au même moment, avec les mêmes créneaux, vous allez favoriser cet enjeu de la rencontre et au travers de ce sport partagé, vous allez lever l'appréhension du handicap, apprendre à connaître l'autre et pas seulement par le prisme de son handicap.

Il faut que l'on soit en mesure de proposer une solution inclusive mais elle ne doit pas être la seule règle de demain, car elle peut ne pas correspondre aux besoins de la personne en situation de handicap qui préfère

pratiquer entre pairs. Il faut tendre à proposer conjointement les deux solutions.

Justement quelle serait votre vision du sport pour rendre le monde plus inclusif ?

En parallèle de la pratique du parasport au quotidien, il existe un levier propre aux jeux paralympiques, c'est d'arriver à questionner la société pour avoir des évolutions dans le quotidien en ce qui concerne l'accessibilité : l'accessibilité du bâti, l'accessibilité des transports. Les jeux de Paris sont un véritable enjeu dans ce sens. Porter un plaidoyer fort, travailler collectivement avec les acteurs en responsabilité est un début pour aller plus loin ensuite dans tout le pays.

On le voit déjà. Il y a eu dans certaines conceptions de l'espace public, de certains bâtiments, des réflexes qui ont été pris grâce aux jeux paralympiques et qui demain, devront infuser pour permettre des normes de construction adaptée à toutes les typologies de handicap.

Avec le comité d'organisation, on va avoir une relation privilégiée avec les collectivités qui sont les premières financeuses du sport en France et des infrastructures sportives, donc si on arrive à faire en sorte que ces dernières prennent en compte les besoins des personnes en situation de handicap, on aura un paysage sportif global bien plus cohérent.

Justement, en tant que présidente du comité paralympique, comment voyez-vous l'impact des jeux de Paris sur la jeunesse ?

Il existe à mon sens deux typologies de jeunesse. La jeunesse en situation de handicap et l'ensemble de la jeunesse. J'espère qu'au travers de ces jeux, on va porter des messages forts d'engagement et d'espoir aux jeunes en situation de handicap. On va ouvrir le champ des possibles, parce que l'on va avoir une communication, une médiatisation très forte autour des athlètes de l'équipe de France, qui sont pourvoyeurs d'exemples forts, en faveur de la pratique du sport, de l'émancipation, mais aussi du regard que l'on porte.

Par ailleurs, on doit travailler avec toute la jeunesse, adultes de demain. Si au travers des Jeux paralympiques, on leur parle de handicap, on crée une jeunesse avec une culture paralympique. On parle de performance, de réussite, de dépassement de soi... C'est travailler avec un regard positif sur les enjeux d'une société inclusive.



INTERVIEW

Photo :
Luca Dugaro /
Unsplash.com

PARIS 2024 : « OUVRONS GRAND LES JEUX »

Frédéric Cholé

> Délégué pour les collectivités territoriales et la société civile au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)

Samuel Ducroquet

> Ambassadeur pour le sport

Pouvez-vous présenter votre service ou votre fonction ?

Frédéric Cholé (FC), je suis délégué pour les collectivités territoriales et la société civile au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). La délégation que je dirige compte une trentaine d'agents. Nous conseillons, accompagnons et subventionnons les collectivités territoriales françaises dans les actions qu'elles mènent en matière de coopération décentralisée. Nous assurons un dialogue régulier avec les organisations non-gouvernementales. Nous suivons la mobilité des jeunes et tout ce qui tourne autour du volontariat. Enfin, nous gérons deux instances à caractère consultatif : le Conseil national pour le Développement et

la Solidarité internationale – le CNDIS – présidé par le ministre ainsi que la Commission nationale de la Coopération décentralisée – la CNCD – présidée par le Premier ministre.

Samuel Ducroquet (SD), je suis Ambassadeur pour le sport, fonction qui existe depuis une dizaine d'années et qui consiste à faire du sport un outil de diplomatie et de coopération au même titre que la culture, les sciences ou la langue française, tout en mettant l'outil diplomatique au profit de l'écosystème du sport, que ce soit les comités nationaux olympiques et paralympiques, les entreprises du sport, les clubs, les fédérations. L'intérêt d'avoir un ambassadeur pour le sport, c'est à la fois d'incarner cette diplomatie sportive et d'avoir une porte d'entrée unique sur l'ensemble des enjeux liés au sport dans nos relations internationales.



[...] notre responsabilité avec de nouvelles valeurs autour des grands événements sportifs telle que la durabilité environnementale ou sociétale et enfin notre volonté d'organiser des jeux solidaires, en phase avec le slogan des Jeux de Paris 2024 : « Ouvrons Grand les Jeux ».

Pouvez-vous nous expliquer l'approche de la Stratégie internationale de la France en faveur de la diplomatie sportive ?

SD : La feuille de route de cette stratégie repose sur trois enjeux : Le premier est lié au rayonnement international de la France, la capacité à en projeter une image valorisante et renouvelée, peut-être plus dynamique, notamment grâce au sport et aux événements sportifs internationaux qui braquent alors les projecteurs sur la France. Ceux-ci permettent de rassembler, de rapprocher les peuples. Ce sont des événements populaires qui nous permettent de toucher des publics nouveaux et nos ambassades l'ont bien compris. Elles sont particulièrement mobilisées dans la perspective des Jeux de Paris 2024, avec une vraie volonté de faire partie de la fête, partout dans le monde. L'implication de notre réseau diplomatique est un aspect essentiel puisqu'il nous permet de projeter notre savoir-faire sur la scène internationale, notre volonté d'organiser des jeux spectaculaires, notre responsabilité avec de nouvelles valeurs autour des grands événements sportifs telle que la durabilité environnementale ou sociétale et enfin notre volonté d'organiser des jeux solidaires, en phase avec le slogan des Jeux de Paris 2024 : « Ouvrons Grand les Jeux ».

Le deuxième enjeu est de faire du sport un outil de coopération avec nos partenaires à l'étranger et de mettre à disposition du sport l'ensemble des programmes dont dispose le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à l'image de la coopération décentralisée et des programmes de volontariat. Les partenariats créés peuvent prendre une forme institutionnelle en insérant un

volet sport dans les feuilles de route bilatérales, par exemple avec la Nouvelle-Zélande, le Japon ou l'Australie. Nous appuyons aussi des acteurs du sport français dans leur développement à l'international, par exemple des clubs qui accompagnent des académies à l'étranger comme l'Olympique Lyonnais au Sénégal, ou encore des instituts de recherche qui souhaitent diversifier leurs partenariats, comme l'INSEP avec leurs homologues scandinaves.

Le troisième enjeu est centré sur l'attractivité du territoire français pour les investisseurs étrangers dans le domaine du sport, et le soutien aux entreprises françaises dans le sport qui souhaitent s'implanter à l'étranger, en faisant connaître leur savoir-faire et en les accompagnant dans leur internationalisation.

Enfin, de manière plus transversale, nous souhaitons renforcer l'angle « sport et développement » dans les projets que nous soutenons. Le sport peut contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) de plusieurs manières : la construction d'infrastructures sportives, l'accompagnement de la gouvernance des fédérations comme l'accord entre la France et le Maroc qui permet d'aider à structurer la filière breakdance au Maroc, l'accompagnement du sport de haut niveau puisque beaucoup de pays bénéficiaires de l'aide au développement ont des athlètes ultra-performants qui souhaitent l'être encore d'avantage, et enfin l'appui autour des enjeux d'insertion, d'inclusion, de cohésion sociale grâce au sport. L'Agence Française de Développement (AFD) joue un rôle majeur dans le financement de ces projets.

FC : Samuel évoquait la nécessité de faire des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 un événement qui inclue tous les publics, notamment les jeunes dont ceux issus de milieux défavorisés et ceux éloignés de la mobilité : c'est effectivement une composante importante que nous prenons en compte et le sport représente un levier utile pour soutenir l'inclusion de toutes et tous.

Sentez-vous que l'organisation des Jeux permet à la France de faire un bond en avant dans la mise en œuvre de sa stratégie ?

SD : Oui, on sent qu'il y a une visibilité beaucoup plus forte et une curiosité aussi plus importante sur la place qu'occupe le sport en France. Avec l'organisation des Jeux, on ressent une envie de France, parce que c'est dans notre pays que se tiendra le plus grand événement sportif au monde, parce que c'est aussi en France qu'ont été déployés des moyens pour faire progresser un certain nombre de politiques, comme celle

du Ministère des Sports et des JOP sur l'activité physique à l'école, ou les innovations dans la construction du village olympique et paralympique par les entreprises françaises. Cette envie de travailler avec la France nous ouvre des portes. Beaucoup de pays organisateurs de futurs événements sportifs veulent coopérer avec la France pour apprendre de notre expérience, s'en inspirer, voire faire mieux, lors des prochaines éditions comme à Los Angeles ou Brisbane.

FC : Il y a une véritable impulsion politique avec le souhait de nos autorités d'imaginer des événements qui ne se limitent pas à la compétition et qui permettent un rayonnement sur d'autres thématiques, en particulier à l'international : c'est là que nous avons dû être force de proposition.

Pouvez-vous nous parler des dispositifs d'appui pour les acteurs de la coopération internationale dans les régions en lien avec cette thématique ?

FC : Nous lançons chaque année un appel à projets thématique intitulé « Sport et coopération décentralisée » qui permet aux collectivités territoriales françaises de présenter des dossiers visant à mettre en œuvre des projets autour du sport en partenariat avec des collectivités territoriales étrangères. Les projets lauréats sont alors cofinancés par la collectivité territoriale française et par le MEAE.

De 2021 à 2023, nous avons validé 35 projets pour un montant total de subventions accordées par le ministère d'environ 3,2 millions d'euros. À titre d'exemples :

- le Département de la Vienne a lancé le projet « Jeune fille leader par le sport et le développement du volley-ball féminin du Togo », contribuant ainsi à augmenter la pratique du volley-ball féminin au Togo ;
- la communauté d'agglomérations Grand Paris Sud, à travers le projet « IMPULS : Innover dans les métropoles pour la pratique urbaine et locale des sports », en partenariat avec la Ville de Dakar (Sénégal), s'est attachée à utiliser le jeu comme ressource fondamentale de l'engagement et de la construction de compétences à travers le sport ;
- la Ville d'Espalion (Aveyron) a lancé un projet visant à développer la pratique du tennis de table dans le département de Dagana au Sénégal et la Commune de Maféré en Côte d'Ivoire en soutenant et en accompagnant la création d'un artisanat local pour la fabrication de tables de tennis de table ;
- la Ville de Leffrinckoucke (Hauts-de-



Les collectivités territoriales du Centre-Val de Loire n'ont déposé aucun projet dans le cadre des différentes éditions de l'appel à projets « Sport et coopération décentralisée ». Je les encourage à présenter des projets lors de la prochaine édition qui devrait voir le jour en 2025.

De gauche à droite :
Samuel Ducroquet, Murielle Mignot, Frédéric Cholé



France) a envoyé ses entraîneurs d'éducation physique et sportive à Bisoro, au Burundi, pour faire découvrir de nouveaux sports à leurs homologues, dont le rugby.

Nous soutenons donc des projets variés, qui peuvent être portés par de grandes agglomérations mais aussi par de petites communes, et qui ont un impact local réel dans les pays où ils sont mis en œuvre. En 2024, 19 dossiers ont été déposés et 10 retenus. Nous voyons donc à quel point les Jeux de Paris ont créé une dynamique en lien avec le sport et le développement.

J'aimerais citer un autre appel à projets : « Impact 2024 International », initié en 2021, qui est porté par Paris 2024 et l'AFD. 45 projets ont été validés dans 19 pays d'Afrique pour un total de 1,4 million d'euros. Ce sont des projets sur des thématiques sociales diverses comme la santé, l'éducation, l'inclusion, la solidarité ou encore l'environnement, l'idée étant de prolonger l'héritage de l'olympisme. Certains de ces projets iront au-delà de 2024.

Il faut aussi signaler l'initiative en matière de volontariat de solidarité internationale.

France Volontaire, opérateur sous la tutelle de la délégation, a lancé à l'occasion des Jeux 2024 le programme Volontaires Terres de Jeux. Dans ce cadre, nous accueillons 80 volontaires en réciprocity, provenant de 10 pays différents. 68 d'entre eux seront mobilisés en tant que bénévoles pendant les jeux olympiques et paralympiques, donc on est vraiment sur un échange puisque nous envoyons des volontaires de solidarité internationale mais nous en recevons aussi, notamment à l'occasion d'échéances comme celle-ci.

SD : Aujourd'hui, 150 ambassades sont labellisées « Terre de Jeux 2024 » en plus des milliers de collectivités françaises qui se sont engagées à faire vivre les Jeux. Un exemple d'action : le relais autour du monde organisé avec les ambassades en question, un grand moment où de 9h à 10h, chaque ambassade organise une séquence sportive avant de se passer virtuellement le témoin à l'ambassade du fuseau horaire suivant, de telle sorte que sur 24h, entre Wellington et Los Angeles, on a eu 24h de sport en continu. Dans le cadre de ce label, les ambassades ont pu également identifier des bénévoles pour les Jeux. Nous avons alors fait un très beau partenariat entre celles-ci, France

Volontaires et le ministère, pour choisir les 80 volontaires qui effectueront des missions de service civique ou de volontariat international en plus de leur expérience de bénévole au sein du comité d'organisation des Jeux de Paris 2024. Ce sont enfin les ambassades qui mettent en place les nombreux autres programmes « sport et développement ». Depuis 2021, plus de 70 projets utilisant le sport comme levier de développement durable, autour d'enjeux liés à l'éducation, l'égalité femmes-hommes, le développement économique par le sport, ont été financés par le ministère à travers le Fonds Equipe France et accompagnés par notre réseau diplomatique. Nos collègues dans les ambassades travaillent main dans la main avec les acteurs impliqués : fédérations sportives, associations locales ou encore universités et entreprises. Un bel exemple en est le projet emblématique monté entre l'ambassade de France à Bagdad et la Fédération Française de Football pour développer la pratique du football féminin en Irak. Ces projets peuvent durer jusqu'à 2 ans et peuvent aller jusqu'à 1 million d'euros de financement.

Avez-vous un message à faire passer aux acteurs de la coopération internationale en région ?

FC : Les collectivités territoriales du Centre-Val de Loire n'ont déposé aucun projet dans le cadre des différentes éditions de l'appel à projets « Sport et coopération décentralisée ». Je les encourage à présenter des projets lors de la prochaine édition qui devrait voir le jour en 2025. La délégation pour les Collectivités territoriales et la Société civile se tient disponible pour les aider à identifier des territoires partenaires et pour les accompagner à porter des actions qui soutiennent à la fois le sport et l'atteinte des ODD.

SD : Tout à fait, il y a beaucoup de solutions, d'opportunités et même s'il faut parfois aller les chercher, elles existent. Les Jeux de Paris 2024 ne doivent pas, au lendemain de la fermeture des épreuves paralympiques, marquer un coup d'arrêt mais au contraire enclencher une nouvelle impulsion et ce sera l'une de nos missions de s'assurer de la durabilité de cette dynamique.

LES JEUX OLYMPIQUES : MIROIR DES SOCIÉTÉS

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 sont l'occasion de revenir sur cent ans de compétitions olympiques. Ce prisme du sport donne à voir de quelle façon ont été mobilisés, au cours des éditions successives, l'imaginaire du corps, les performances physiques et les enjeux diplomatiques. Depuis leur fondation par Pierre de Coubertin jusqu'à aujourd'hui, les JO révèlent à quel point le sport a été instrumentalisé par des régimes politiques suscitant la résistance des démocraties et des sociétés civiles.

Spyridon Louis (1896)

Lors des premiers Jeux Olympiques modernes à Athènes en 1896, Spyridon Louis, un simple porteur d'eau grec, a remporté le marathon. Sa victoire a symbolisé l'esprit olympique, montrant que des individus ordinaires pouvaient accomplir des exploits extraordinaires. Louis a transcendé les barrières sociales en prouvant que le sport pouvait être accessible à tous, indépendamment de leur origine socio-économique.

Boughéra El Ouafi (1928)

Marathonien algérien courant pour la France, Boughéra El Ouafi a remporté l'or aux Jeux Olympiques de 1928 à Amsterdam. À une époque où les athlètes des colonies françaises étaient rarement mis en avant, El Ouafi a mis en lumière les contributions des sportifs coloniaux, posant des questions sur l'identité et l'inclusion dans le sport international. Son succès a été une victoire contre le colonialisme et la discrimination raciale.

José Andrade (1924, 1928)

José Andrade, connu sous le nom de "La Maravilla Negra", a été un footballeur afro-uruguayen qui a aidé l'Uruguay à remporter la médaille d'or en football aux Jeux de 1924 et 1928. Andrade a défié les stéréotypes raciaux dans un monde où les athlètes noirs étaient souvent marginalisés, prouvant que les sportifs afro-descendants pouvaient exceller sur la scène internationale.

Alice Milliat (1921-1938)

Alice Milliat est une pionnière du sport féminin. Elle a fondé la Fédération des Sociétés Féminines Sportives de France (FSFSF) et a organisé les Jeux Mondiaux Féminins de 1921 à 1938 pour contrer l'exclusion des femmes des Jeux Olympiques. Milliat a lutté contre le sexisme dans le sport, permettant progressivement aux femmes d'obtenir plus de reconnaissance et d'opportunités dans le domaine sportif.

Helene Mayer (1928, 1932, 1936)

Helene Mayer, une escrimeuse juive-allemande, a remporté l'argent pour l'Allemagne nazie en 1936. En pleine montée de l'antisémitisme, sa participation a illustré la complexité de la lutte pour l'égalité dans un contexte de discrimination raciale extrême. Bien que controversée, sa présence aux Jeux a été un symbole de résistance passive contre les politiques antisémites de l'époque.

Rudolf Ismayr (1932, 1936)

Rudolf Ismayr, médaillé d'or en 1932 et d'argent en 1936, était un haltérophile allemand qui a critiqué ouvertement le régime nazi. Dans un climat de répression sévère, Ismayr a montré un courage exceptionnel en s'opposant aux politiques du régime, illustrant la lutte contre la tyrannie et la suppression des libertés individuelles.

Jesse Owens (1936)

Jesse Owens a défié le régime nazi en remportant quatre médailles d'or aux Jeux de Berlin en 1936. Son triomphe a été une déclaration puissante contre le racisme et la théorie de la supériorité raciale prônée par les nazis. Owens a prouvé que la compétence et le talent ne connaissent pas de couleur de peau, inspirant des générations d'athlètes noirs.

Gretel Bergmann (1936)

Gretel Bergmann, une sauteuse en hauteur juive-allemande, a été exclue des Jeux de 1936 en raison de son origine. Sa discrimination a mis en lumière les pratiques antisémites du régime nazi. Bergmann a immigré aux États-Unis et est devenue un symbole de résilience contre l'oppression raciale.

Rino Della Negra (1944)

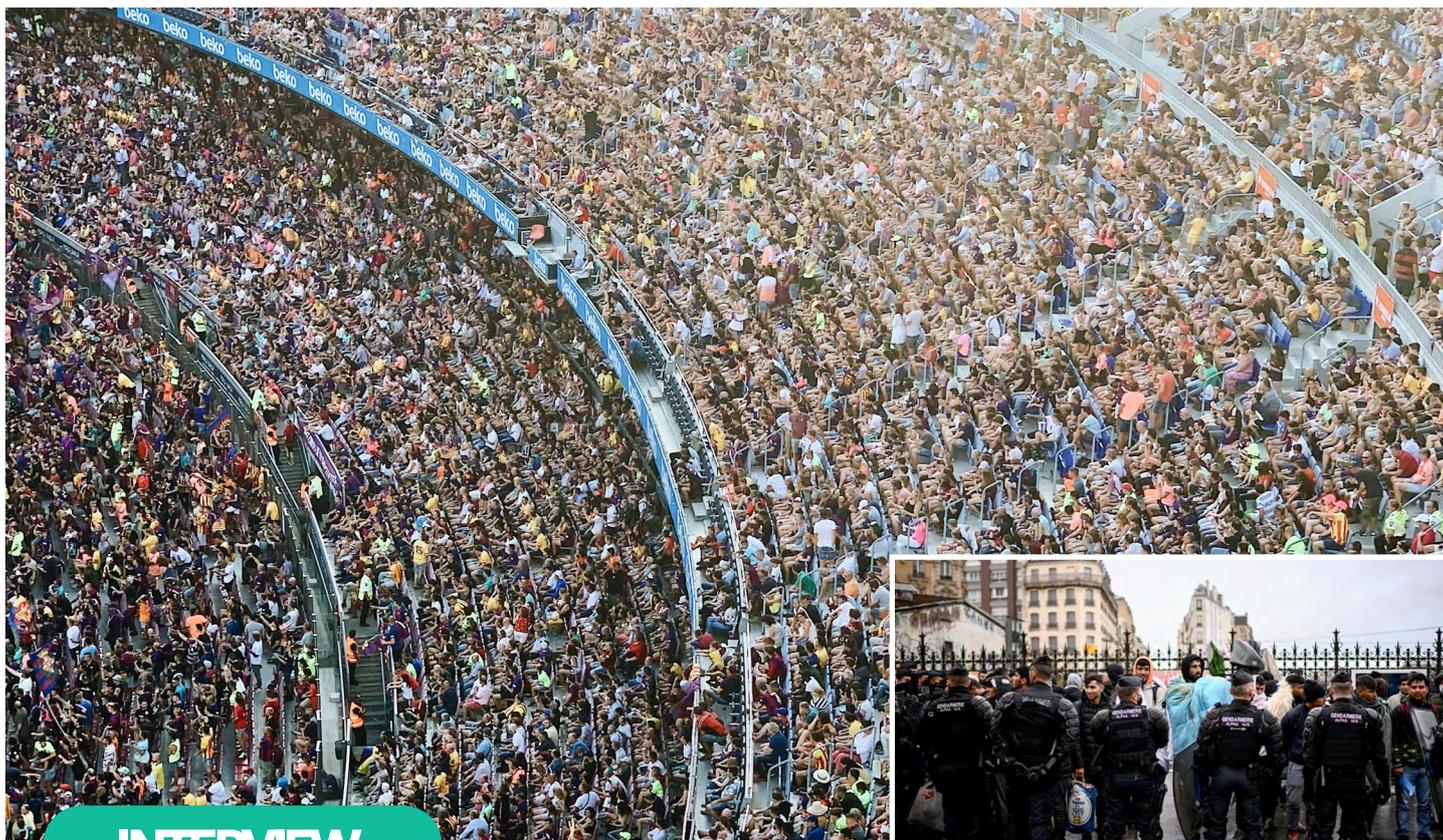
Rino Della Negra, footballeur et membre de la Résistance française, a été exécuté par les nazis en 1944. Son engagement montre comment le sport et la lutte pour la liberté et la justice sont souvent interconnectés. Della Negra a utilisé son statut d'athlète pour résister à l'oppression, devenant un symbole de courage et de sacrifice.

Abebe Bikila (1960)

Abebe Bikila a remporté le marathon des Jeux de 1960 en courant pieds nus, devenant ainsi le premier Africain noir à gagner une médaille d'or olympique. Dans un contexte de domination coloniale, le succès de Bikila a inspiré une génération d'athlètes africains et a marqué un tournant dans l'histoire du sport, symbolisant l'émergence de l'Afrique sur la scène mondiale.

« Paris 1924 – 2024, les Jeux Olympiques, miroir des sociétés », une exposition du Cercil-Musée Mémorial des enfants du Vel d'Hiv





INTERVIEW

LES MÉGA-ÉVÉNEMENTS SPORTIFS : DES CONSÉQUENCES MULTIPLES

Photos :
Anna Sullivan /
Unsplash.com
et HIC-HLRN

Joseph Schechla

> Coordinateur
HIC-HLRN

La Coalition internationale Habitat (HIC) est une alliance indépendante, internationale et à but non lucratif, qui regroupe quelque 400 organisations membres, centres universitaires, mouvements sociaux et individus travaillant dans le domaine des établissements humains dans plus de 100 pays.

Le Réseau des droits au logement et à la terre (HLRN) est la structure de la HIC qui promeut la dimension des droits humains du Programme des Nations Unies pour l'Habitat. Il se consacre au suivi, à la mise en œuvre et au développement des droits humains à un logement et à une terre adéquats en tant que normes de droit international.

Si nous sommes tous d'accord sur les valeurs et les projets de développement auxquels le sport contribue, il est important également de connaître, éviter et résoudre les conséquences négatives que l'organisation de grands événements sportifs peut avoir. Que pouvez-vous nous en dire ?

Ce sujet n'est pas nouveau et en cherchant à actualiser mes données en allant jusqu'aux Jeux de Paris 2024, ce qui est le plus marquant est la récurrence des conséquences négatives de l'organisation des grands événements sportifs, malgré les dénonciations qui peuvent en être faites à chaque fois.

Mon expérience autour des méga-événements est parallèle à celle de HIC, la Coalition Internationale pour l'Habitat, puisque je l'ai rejointe en 1989 et c'était la première fois qu'un rapport réellement critique sur

les conséquences de la préparation des JO était publié, suite aux Jeux de Séoul de 1988. 720 000 personnes avaient été expulsées de leur logement pour « embellir » la ville, mettre en œuvre des projets de rénovation urbaine et attirer les investissements. Cela fait donc plus de 35 ans que l'on connaît les conséquences possibles de l'organisation de ce genre d'événements mais nous n'avons toujours pas adopté de normes spécifiques pour les éviter.

En 1996, lors des Jeux d'Atlanta, la pauvreté a été criminalisée et les personnes pauvres, pour beaucoup des afro-américains, ont été expulsées du centre-ville. Ce fut le début d'un grand mouvement des sans-abris aux Etats-Unis. À Athènes en 2004, ce sont les communautés Rom qui ont été visées par des expulsions à grande échelle. Avec les Jeux de Beijing en 2008, on a estimé à 1,5 million le nombre de personnes déplacées. La grande majorité était des migrants internes, donc des citoyens chinois venant généralement des campagnes. A cette occasion, le fait de vivre ou travailler à Beijing



En tout cas, personne ne semble parvenir à faire en sorte que ces événements soient positifs pour tous.

sans y être officiellement résident est devenu un délit, ce qui créa la base juridique pour de nombreuses expulsions forcées. Le Comité International Olympique (CIO) n'a commencé à prêter attention à ces conséquences récurrentes que beaucoup plus tard, après beaucoup de mauvaise publicité. Les droits de l'homme et les questions éthiques font maintenant partie des contrats signés avec les pays organisateurs mais il n'existe pas de suivi efficace. Puis il y a eu ce terrible scandale de corruption au sein du CIO, qui n'a donc pas bonne réputation.

Il faut bien comprendre que ce genre de conséquences se retrouve autour de l'organisation de bien d'autres événements, que ce soit des grandes conférences internationales ou même des concours de beauté. De nombreux événements deviennent des raisons ou des prétextes pour « embellir » une ville et en expulser les populations jugées indésirables ou que l'on ne veut pas voir là. Par rapport aux événements sportifs, on a cette opportunité de rassembler les gens, de rapprocher les peuples, mais on retrouve constamment cette contradiction avec ce qui se passe autour de leur organisation. A chaque fois, des populations sont déplacées ou expulsées, et puis il existe d'autres conséquences qui peuvent varier et sont moins visibles.

Pouvez-vous nous parler de ces autres types de conséquences observées du fait de l'organisation de méga-événements ?

Oui, on peut recenser des conséquences spécifiques à chaque événement :

- Jeux de Barcelone de 1992 : l'inflation des prix sur le marché immobilier. Entre 1986 et 1993, les prix de vente ont augmenté de 139% et celui des locations de 145%. 59 000 résidents ont quitté Barcelone parce qu'ils ne pouvaient plus payer leur loyer ;

- A Salt Lake City (2002) et Vancouver (2010), pour les Jeux d'hiver, des milliers de logements sociaux ont été convertis en hôtels et les résidents ont dû aller vivre ailleurs ;
- A Delhi, en 2010, des centaines de millions de dollars ont été payés à la compagnie qui avait obtenu le contrat pour développer plusieurs parties de la ville de Delhi pour les Jeux du Commonwealth. Cela a représenté la plus grande dette au secteur privé que l'Inde ait contractée et les fonds pour la rembourser ont été en partie prélevés sur des financements destinés à des projets sociaux pour combattre l'extrême pauvreté ;
- A la Coupe du Monde de Doha en 2023, il n'y a pas eu d'expulsion du fait de la très basse densité de population au Qatar, laissant beaucoup d'espace pour de nouvelles infrastructures qui, en outre, ont été construites en modules possibles à transporter et réutiliser ailleurs. Par contre, en plus des questions écologiques qui ont été soulevées, il y a eu une utilisation massive de travailleurs migrants peu payés et sans protection. Selon l'OIT, 50 sont morts et 500 ont été gravement blessés sur les chantiers.

Et dans le cas des Jeux de Paris 2024 ?

L'avantage en France est que de nombreuses infrastructures existent déjà donc il n'y a pas besoin d'avoir recours à des expulsions forcées à grande échelle pour en construire de nouvelles. Il y a néanmoins des conséquences sur le marché immobilier et certains des quartiers impactés comme à Saint Denis. Et puis sont répertoriés des cas d'exploitation de migrants sans papiers comme main d'œuvre sous-payée, des expulsions de communautés Rom et celles de nombreux migrants et réfugiés qui vivaient dans des tentes à Paris et sont expulsés vers d'autres régions.

On a beaucoup parlé des 80 demandeurs d'asile qui campaient près de l'Hôtel de Ville à Paris. Ils ne vivaient pas dans un endroit habitable donc ils auraient été expulsés un jour ou un autre, mais ce qui se passe pendant les préparatifs de tels événements, c'est que les expulsions se font à une toute autre échelle pour « embellir » la ville-hôte et laisser place aux festivités. Dans le cas des Jeux de Paris 2024, cela contredit la promesse qu'ils seraient les plus inclusifs de tous. Le collectif « Le revers de la médaille » répertorie toutes ces conséquences mais fait également des propositions pour aller vers un héritage social positif des Jeux.

En tout cas, personne ne semble parvenir à faire en sorte que ces événements soient positifs pour tous. Et puis il y a des choses inexplicables, par exemple le fait d'interdire aux athlètes françaises musulmanes de porter le voile. C'est totalement idéologique, cela vise un groupe en particulier, n'a aucune justification réelle et n'a rien à voir avec les valeurs olympiques (excellence, respect et amitié).

Existe-t-il une organisation qui recense systématiquement les conséquences négatives de tous les grands événements ?

Non pas vraiment. Human Rights Watch a un répertoire d'études. Le Centre pour les Droits des Roms, basé à Budapest, a aussi des rapports, mais je ne connais personne qui observe toutes ces conséquences systématiquement, au cours de tous les événements. Et c'est bien là le problème. Parce qu'il s'agit d'événements périodiques, ils n'arrivent jamais au niveau des débats de politiques nationales ou internationales. A chaque fois, des collectifs d'associations locales se mobilisent puis l'événement se termine et se répète ailleurs. Au vu du nombre d'événements organisés chaque année, c'est un champ critique d'engagement. Il faut rendre ces sujets plus visibles et constants dans les débats.

Il faut aussi bien voir qu'on ne part pas de rien. Il existe des normes de droit international sur lesquelles on peut se reposer pour améliorer nos pratiques, par exemple les critères qui définissent ce qui constitue une expulsion légale et légitime, comme le fait d'informer en amont, de discuter les compensations avec les personnes affectées et d'obtenir leur consentement, entre autres. Tous les Etats signataires du Pacte International pour les Droits Economiques, Sociaux et Culturels, ont une obligation légale de suivre ces critères, et cela permettrait d'éviter de nombreuses violations des droits de l'homme. Il en existe d'autres, toutes reconnues mondialement, parfois par acclamation, mais qui sont très facilement oubliées lorsque c'est le moment de les mettre en application.

Une conclusion ?

Nous ne partons pas de rien. Il faut que l'attention sur les conséquences négatives des grands événements soit systématique et continue, que l'on apprenne du passé et que l'on utilise les normes existantes pour que les méga-événements, et surtout les Jeux, soient vraiment ceux de tous.



INTERVIEW

ÉDUQUER PAR LE RUGBY : ICI TOUT EST DIFFÉRENT

Photo :
Terres en Mêlées

Pierre Gony

> Fondateur de
Terres en Mêlées

Comment est née l'association Terres en Mêlées ?

« Terres en Mêlées » a été créé en 2011 à Toulouse et fait suite à plus de 10 ans d'expérimentation éducative que j'ai pu mener, car en tant qu'ancien joueur et entraîneur de rugby au Stade Toulousain, le club m'a donné l'opportunité de passer mes diplômes d'entraîneur et d'éducateur sportif. J'ai donc développé très jeune des compétences dans l'encadrement et l'animation

socio-sportive à Toulouse, au sein du club et au sein de l'association Rebonds!. Ensuite à l'âge de 24 ans, j'ai ressenti le besoin de réaliser mon rêve qui était de faire un tour du monde à vélo avec des ballons de rugby et devenir éducateur itinérant. Des jeunes que j'avais entraînés et accompagnés dans leur parcours de vie m'ont alors dit que je ne pouvais pas partir seul, ils voulaient s'investir et s'engager à mes côtés et qu'on parte tous ensemble. J'ai donc mis de côté mon projet personnel, et c'est devenu un projet collectif. C'est comme ça

”

Notre objectif à la base est d'utiliser ce sport comme outil éducatif mais aussi comme trait d'union entre des jeunes de différentes cultures, pour favoriser le vivre ensemble, et disséminer la culture et les valeurs du rugby auprès d'enfants qui ne le connaissent pas. C'est dans cette dynamique que nous avons mené notre premier projet au Maroc en 2012.

qu'est né « Terres en Mêlées », d'une volonté de jeunes éducateurs toulousains de partir avec leurs ballons de rugby pour devenir éducateurs itinérants et partager leur passion et les valeurs de ce sport avec des jeunes qui vivent dans d'autres pays, avec d'autres cultures. Notre objectif à la base est d'utiliser ce sport comme outil éducatif mais aussi comme trait d'union entre des jeunes de différentes cultures, pour favoriser le vivre ensemble, et disséminer la culture et les valeurs du rugby auprès d'enfants qui ne le connaissent pas. C'est dans cette dynamique que nous avons mené notre premier projet au Maroc en 2012.

« Terres en Mêlées » est donc dès le départ un projet international, aujourd'hui dans combien de pays est présente l'association et comment fonctionne-t-elle ?

« Terres en Mêlées France » est donc née en 2011 à Toulouse et ensuite il y a eu la création de différentes associations « Terres en Mêlées » dans des pays africains. En effet, plutôt que d'être une ONG avec des antennes à l'international, nous avons préféré identifier des jeunes leaders dans les pays et nous les avons accompagnés pour qu'ils créent leur propre association Terres en Mêlées, au Togo en 2014, au Burkina en 2015, à Madagascar en 2016. Dans chacun de ces pays, ce sont des associations de droit local avec une gouvernance propre qui développent des projets d'éducation par le rugby, avec l'appui de « Terres en Mêlées France ». Pendant plusieurs années, nous avons travaillé en partenariat pour que ces jeunes associations africaines puissent porter leur propre projet d'éducation par le rugby avec des jeunes éducateurs sportifs locaux.

Le rôle de Terres en Mêlées en France a donc été un rôle d'accompagnateur : former à la culture associative, développer des contenus pédagogiques de formation pour faire monter en compétence les équipes locales et qu'elles puissent concevoir leur

propre projet d'éducation par le rugby, en fonction des problématiques identifiées sur leur territoire.

Suite au COVID, on a décidé d'autonomiser ces associations africaines et d'aller plus loin, notamment sur un modèle de gouvernance partagée, donc en 2022 nous avons créé la coalition « Terres en Mêlées », qui n'a pas d'existence juridique mais qui permet à ces 4 associations, par une charte de coalition, d'être engagées toutes ensemble dans la gouvernance et la prise de décisions, qu'elles soient stratégiques ou financières. Cette coalition a 3 objectifs :

- Développer et coordonner de projets d'éducation au développement par le rugby à visée sociale en Afrique et dans l'Océan Indien,
- Faire évoluer les programmes EDR (éducation au Développement par le Rugby) et concevoir des programmes de formations associés destinés à la communauté éducative africaine
- Renforcer les capacités des associations membres de la coalition à des fins d'autonomie.

Il y a donc 4 associations « Terres en Mêlées » dont une en France et 3 en Afrique, des pays dans lesquels on peut présumer que le rugby est peu ou pas présent, comment est perçu ce sport dans ces pays ?

À Madagascar, contrairement à ce qu'on pourrait penser, la fédération de rugby est plus ancienne que la fédération française, elle a plus de 100 ans d'existence, et dans la capitale, il y a plus de 260 clubs de rugby, ce qui est le record mondial. Les stades sont pleins tous les week-end. Les 4 et 5 mai derniers Tananarive a accueilli la coupe d'Afrique féminine de rugby et l'équipe malgache a battu les kenyanes, donc il y a une vraie culture du rugby à Madagascar, même si c'est peu médiatisé car c'est un sport des « bas quartiers ». Ce sont les gens des quartiers pauvres qui se le sont approprié, donc

c'est un sport qui souffre d'une mauvaise image, alors qu'il permet aux enfants de ces quartiers d'avoir accès à des éducateurs et, plutôt que de se battre dans la rue tous les week-end, ils se font des plaquages sur un terrain avec un arbitre. C'est donc une raison de vivre pour de très nombreux enfants, cela permet de lutter contre la délinquance de tous ces jeunes qui pourraient basculer et qui se maintiennent grâce à la pratique du rugby.

Au Togo, au Burkina et au Maroc, c'est un sport qui est encore trop méconnu et qui n'a pas forcément une bonne image car il vient de l'étranger, il est donc connoté, en plus d'être associé à une pratique masculine, brutale. Tout l'enjeu, c'est de casser cette image du rugby viril, violent et machiste. Nous utilisons une déclinaison du rugby adaptée au milieu scolaire : la balle ovale. Les règles sont simplifiées, les joueurs ou joueuses sont moins nombreux et les contacts plus rares. Cette pratique est également adaptée au contexte africain peu doté en espaces de pratique, en matériel et avec beaucoup d'enfants sur le terrain. Tout l'enjeu aujourd'hui, si l'on veut que le rugby devienne un outil d'éducation à part entière, c'est de simplifier les règles et d'axer beaucoup plus nos actions vers la formation des enseignants et des communautés éducatives, pour qu'ils aient envie de l'utiliser dans le temps scolaire ou en dehors, pour faire passer des valeurs aux enfants et tenter de répondre à des problématiques de société en lien avec les ODD.

”

A Madagascar, contrairement à ce qu'on pourrait penser, la fédération de rugby est plus ancienne que la fédération française, elle a plus de 100 ans d'existence, et dans la capitale, il y a plus de 260 clubs de rugby, ce qui est le record mondial.



Photos : Terres en Mêlées

”

Ce sont environ 20 000 jeunes qui ont été touchés et beaucoup plus lors d'événements plus ponctuels qui touchent d'autres publics et auxquels nous invitons d'autres associations, des ONG, des établissements scolaires pour faire découvrir la pratique du rugby.

De manière très concrète quels types de projets sont mis en place par « Terres en Mêlées »

Le dispositif « Alafia » qui signifie « Paix », co-construit par les équipes togolaises et burkinabè en 2021 et est aujourd'hui déployé au Togo, au Burkina Faso, au Maroc et à Madagascar. L'objectif de départ est de faire face à la montée de l'islamisme radical et du terrorisme sur ces territoires en Afrique de l'Ouest. Beaucoup de membres de nos équipes au Burkina Faso et au Togo ont vécu ou vivent encore dans ces zones sous tension, et ils étaient convaincus qu'en unissant leurs forces et leurs compétences, ils pourraient apporter des réponses à ces problématiques. Il y a eu un important travail éducatif, de formation notamment, et aujourd'hui le programme est mis en œuvre dans les 4 pays d'Afrique en prenant en compte les problématiques de chaque territoire.

En Afrique de l'ouest, il vise à promouvoir le vivre ensemble et une culture de paix pour répondre aux enjeux de pacification de la jeunesse et de lutte contre la radicalisation. A Madagascar et au Maroc, le programme est plus orienté sur l'égalité des genres et l'émancipation des jeunes filles. De manière opérationnelle le programme se décline de la même manière dans les 4 pays avec de la formation d'enseignants et d'éducateurs,

qui utilisent les contenus éducatifs dans le temps scolaire avec l'appui de nos équipes locales. A la fin des cycles, il y a des rencontres éducatives qui sont organisées. Ce sont en fait des tournois mais sans l'esprit de compétition. On organise aussi des stages pour que les jeunes les plus motivés puissent intégrer les écoles de rugby que nous avons créées ou au sein des Terres en Mêlées Académies.

13 années d'existence, des associations Terres en Mêlées dans 4 pays, avez-vous une idée du nombre de jeunes touchés par vos actions ?

C'est difficile à calculer, parce que nous avons des jeunes bénéficiaires « réguliers », d'autres qui viennent uniquement sur les temps d'initiation. Dans les temps de pratique réguliers on dénombre environ 20 000 jeunes bénéficiaires et beaucoup plus lors d'événements plus ponctuels qui touchent d'autres publics et auxquels nous invitons d'autres associations, des ONG, des établissements scolaires pour faire découvrir la pratique du rugby.

Concernant la formation, ce sont environ 600 enseignants et éducateurs qui ont été formés, et à Madagascar nous avons créé

”

À « Terres en Mêlées », nous avons la conviction que le sport en général et le rugby en particulier ne peut pas apporter toutes les réponses aux problématiques auxquelles nous sommes confrontés [...]

une formation diplômante reconnue par l'État malgache, donc un diplôme d'État. Cette formation permet à des enseignants d'avoir la reconnaissance du ministère des Sports et de l'Éducation Nationale pour leur capacité à mener des actions d'éducation par le sport en milieu scolaire.

Au-delà de la pratique sportive, qui est bénéfique pour tous, en quoi le sport peut-il être un facteur et un levier de développement ?

À « Terres en Mêlées », nous avons la conviction que le sport en général et le rugby en particulier ne peut pas apporter toutes les réponses aux problématiques auxquelles nous sommes confrontés, mais si on prend l'exemple de nos actions auprès des jeunes filles à Madagascar en milieu scolaire, on a des résultats. On les voit s'affirmer, prendre confiance en leur capacité, on voit leur trajectoire de vie qui évolue. Alors bien entendu, lorsqu'on est face à des jeunes filles qui sont victimes de violence, d'inceste, de grossesses précoces, il faut avoir l'humilité de reconnaître que l'éducation par le sport n'a pas toutes les clefs, et pour pouvoir être plus pertinents et apporter des réponses à ces problématiques, on crée des partenariats avec des acteurs du développement qui ont des compétences sur ces thématiques.

Ce que fait Terres en Mêlées aujourd'hui, c'est identifier sur les territoires quels sont les acteurs qui ont une expertise et qui sont légitimes pour intervenir auprès de ces publics, on se rapproche d'eux et on crée des partenariats pour associer nos compétences et apporter des réponses plus ciblées. Le projet « Ampizay » (« ça suffit ») qu'on lance à Madagascar avec le soutien de l'AFD a été co-conçu et il est co-porté avec l'ONG Women break the Silence, qui est spécialisée sur la lutte contre les violences basées sur le genre. Ses membres ont souvent été victimes de ces violences, elles peuvent donc en parler et témoigner. Cette équipe a créé des outils de sensibilisation, des programmes de formation, et mis au point des processus de prise en charge et d'accompagnement des victimes. Le fait d'associer nos compétences respectives crée un cadre très favorable au développement des bénéficiaires. Les jeunes développent ainsi des compétences de vie et renforcent leur confiance en soi dans un cadre sécurisé. La dynamique de groupe qui s'installe permet d'évoquer ces problématiques, alors qu'elles ne sont pas ou rarement évoquées au sein des familles, des



établissements scolaires. Le sport et le rugby en particulier permet d'impulser et d'encourager les échanges.

Comment sont financées les actions que vous mettez en œuvre ?

Depuis de nombreuses années, nous sommes soutenus par la Fondation Société Générale et ses filiales en Afrique, ainsi que par des entreprises françaises ou africaines dans le cadre de leurs engagements RSE. Nous bénéficions aussi depuis mars 2024 du soutien de l'Agence Française de Développement, de la Fondation Société Générale et de la Fondation Raja sur le programme Ampizay à Madagascar qui vise donc à lutter contre les violences basées sur le genre par la pratique du rugby en milieu scolaire. Nous avons également par le passé été soutenus par la Guilde sur des microprojets. L'appel à projets « Impact 2024 » nous a permis de mettre en œuvre le programme « Alafia » dans 4 pays (Burkina, Madagascar, Maroc et au Togo). Notre modèle économique qui était largement orienté vers le secteur privé ces dernières années, a tendance à s'équilibrer avec la participation plus importante de l'AFD dans nos programmes. J'aimerais ici remercier l'ensemble de nos partenaires, ainsi que les équipes bénévoles et salariées des différentes associations « Terres en Mêlées » sans qui tous ces projets d'éducation par le rugby n'auraient pas pu voir le jour.



DOSSIER

LES PROJETS «SPORT & DÉVELOPPEMENT» AVEC LA GUILDE

Photos :
La Guilde

Fondée en 1965, La Guilde est une association reconnue d'utilité publique qui a structuré, à partir de 1983, un dispositif d'accompagnement à l'émergence de projets de solidarité, « le microprojet ». A partir de 2019, elle a développé une expertise dans le champ du sport et développement à travers le pilotage et la mise en œuvre de programmes :

- Sport & Développement, soutenu par l'AFD
- Impact 2024 International, soutenu par l'AFD et Paris 2024
- Sport & Santé, soutenu par l'AFD et la FIFA
- Sport pour la santé mentale et la cohésion sociale, soutenu par l'AFD, la GIZ et la FIFA
- Sport pour l'émancipation des femmes, soutenu par la GIZ et la FIFA

11 sessions d'appels à projets ont été mises en place, et ont permis de soutenir près de 140 projets par du financement, de l'accompagnement, de la formation, du suivi et des actions de capitalisation.

Des projets financés depuis 2019

Ces projets sont répartis dans 5 grandes zones géographiques : Afrique, Amérique latine, Asie, Europe de l'Est et Moyen-Orient. 87% des projets financés se situent sur le continent africain avec une majorité de projets localisés au Sénégal (18 projets financés), au Togo (13 projets financés) et au Kenya (11 projets financés), qui constituent les trois principaux pays d'accueil des projets.

Il faut également mettre en avant que 52% des projets ont été financés directement aux associations locales, sans passer par un partenariat Nord-Sud.

Les 3 ODD principalement ciblés dans les projets lauréats sont : ODD3 Bonne santé et bien-être ciblé dans 78% des projets, ODD 5 Egalité entre les sexes dans 76% des projets et l'ODD4 Education de qualité dans 60% des projets.

Au niveau des disciplines sportives, on recense 22 sports utilisés comme outil pour l'atteinte des ODD, avec une grosse majorité de projet utilisant le football comme

levier de développement, près de 30%. 27% des projets utilisent quant à eux une approche par la pratique du multisport. Malgré une part importante des projets utilisant ces deux approches, les sports utilisés comme levier de développement restent très diversifiés avec notamment l'utilisation de la boxe, la capoeira, l'escrime, le rugby, la voile, le volleyball ou encore les arts du cirque.

D'un point de vue thématique on peut notamment noter que 85% des projets qui ciblent la thématique inclusion et cohésion sociale utilisent un sport collectif comme levier de développement. Enfin, la thématique principalement ciblée par les projets financés est l'éducation avec 32 projets ciblant spécifiquement cette thématique et près de 60 000 bénéficiaires directs touchés.

Au total ce sont près de 172 890 bénéficiaires directs qui ont été ciblés par l'ensemble des programmes sport et développement depuis 2019 avec près de 93 522 femmes, soit 54% de l'ensemble des bénéficiaires directs.

La dotation moyenne par projet financé depuis 2019 s'élève à 24 992€.



«Avec la boxe, on apprend pas à se battre mais à se défendre. Dans ces milieux défavorisés, les filles peuvent se sentir très opprimées. Nous faisons en sorte que cela n'arrive plus en les aidant à développer leurs aptitudes et en les incitant à s'exprimer.»

Sofia – Coach de l'association Boxgirls Kenya

Comment le sport peut-il contribuer au développement ?

La comparaison du fonctionnement et des pratiques d'associations soutenues permet de distinguer plusieurs conditions pour garantir un certain niveau d'impact auprès des jeunes* :

- Le ciblage des publics en fonction de problématiques sociales permet d'avantage d'impact que des projets qui cherchent à toucher le maximum de jeunes pour développer la pratique d'une discipline sportive. Cet impact est renforcé si les associations adaptent les objectifs et les règles du jeu en fonction des problématiques concernées.
- Seules les associations qui proposent un programme d'activités sur plusieurs mois, avec la possibilité pour les jeunes de participer régulièrement aux activités, peuvent prétendre à des impacts sur la construction et/ou la reconstruction psychologique des jeunes, et donc sur l'estime de soi, tout comme les projets qui recrutent des bénéficiaires dans le staff éducatif.
- L'ancrage des encadrantes et des encadrants des associations dans les communautés locales est une condition sine qua non de leur capacité à nouer des relations de confiance avec des jeunes, des familles, des partenaires (écoles, justice), à appréhender de manière plus fine les besoins locaux, et à adapter les activités aux besoins.

- La formation, surtout en présentiel, des encadrantes et des encadrants, aux enjeux éducatifs et inclusifs des projets, est un facteur clé de l'impact des associations.

- Les projets qui impliquent des membres de la communauté des jeunes (environnement familial, autorités religieuses, etc.), parviennent davantage à créer les conditions nécessaires pour redonner de l'autonomie aux jeunes.

Deux exemples d'associations soutenues via les dispositifs S&D

Pour le Sourire d'un Enfant : Fondée en 1989, et basée à Thiès, au Sénégal, l'association utilise une méthode, basée sur la pratique et l'apprentissage de l'escrime, afin de favoriser la prévention de la « délinquance juvénile » et la réinsertion des jeunes en prison, en partenariat étroit avec les autorités (justice, prison), les familles et les communautés locales. Le cœur de la méthode, nourrie par des rencontres et des échanges avec des sociologues, des psychologues et des psychiatres, adapte la pratique sportive aux besoins psychosociaux et éducatifs des jeunes. L'association a été lauréate du programme « Sport & Développement » (session 1) et du programme « Sport & Santé ». Dans le cadre de « Sport et Développement », elle a cherché à renforcer son action auprès des jeunes en prison. Dans le cadre du programme « Sport Santé », elle a élargi le champ de son action auprès de femmes de quartiers péri-urbains, en proposant notamment des activités d'éducation à la santé sexuelle (grossesses et mariages précoces, MST, IST).

LYSD : Fondée dans les années 2013, et basée à Lomé au Togo, l'association se donne pour ambition de promouvoir le lien social, la réussite scolaire et le bien-être des jeunes à partir de la pratique du basket-ball et de différents formats d'accompagnement collectif et individuel. A partir de 2017, LYSD lance le projet de monter une ligue de basket, intitulée Milédou, et organise des compétitions de basket entre les différents clubs ou associations du pays sur les catégories de U13, U15 et U18. Elle organise, en amont ou en aval des compétitions de basket-ball, des temps de débats sur des thématiques aussi variées que la réussite, les règles menstruelles, et l'égalité de genre. Elle favorise également, ponctuellement, l'intervention de psychologues auprès des encadrantes et des encadrants et des jeunes sur la thématique du développement personnel et de la gestion du stress. L'association a été d'abord lauréate du programme « Sport & Développement », puis du programme « Sport & Santé » et enfin du programme « Impact 2024 International ». Lauréate du programme « Sport & Santé » en 2020, l'association a cherché à féminiser la pratique du basket-ball via la mise en place d'équipes mixtes sur la catégorie des U13. Dans le cadre de « Impact 2024 International », elle vise à permettre à des jeunes de la ligue ayant plus de 18 ans (les Milés) de s'impliquer dans l'organisation de la ligue de basket-ball, et de progresser dans leur insertion sociale et professionnelle.

* Evaluation des programmes Sport & Développement et Impact 2024 International pilotés par La Guilde et soutenus par l'AFD

SPORT & DÉVELOPPEMENT

avec  La Guilde

Éduquer p

Utiliser le sp
afin de lui p
tien éducat
sensibilisati
sanitaires o
Une variant
des espaces
tivité sporti
ou notions

Éduquer à travers le sport

Adapter le contenu et les objectifs des activités physiques et sportives pour accompagner l'acquisition de compétences de vie. Dans ce modèle, il s'agit de prendre l'individu dans la globalité de ses besoins éducatifs et de son développement.

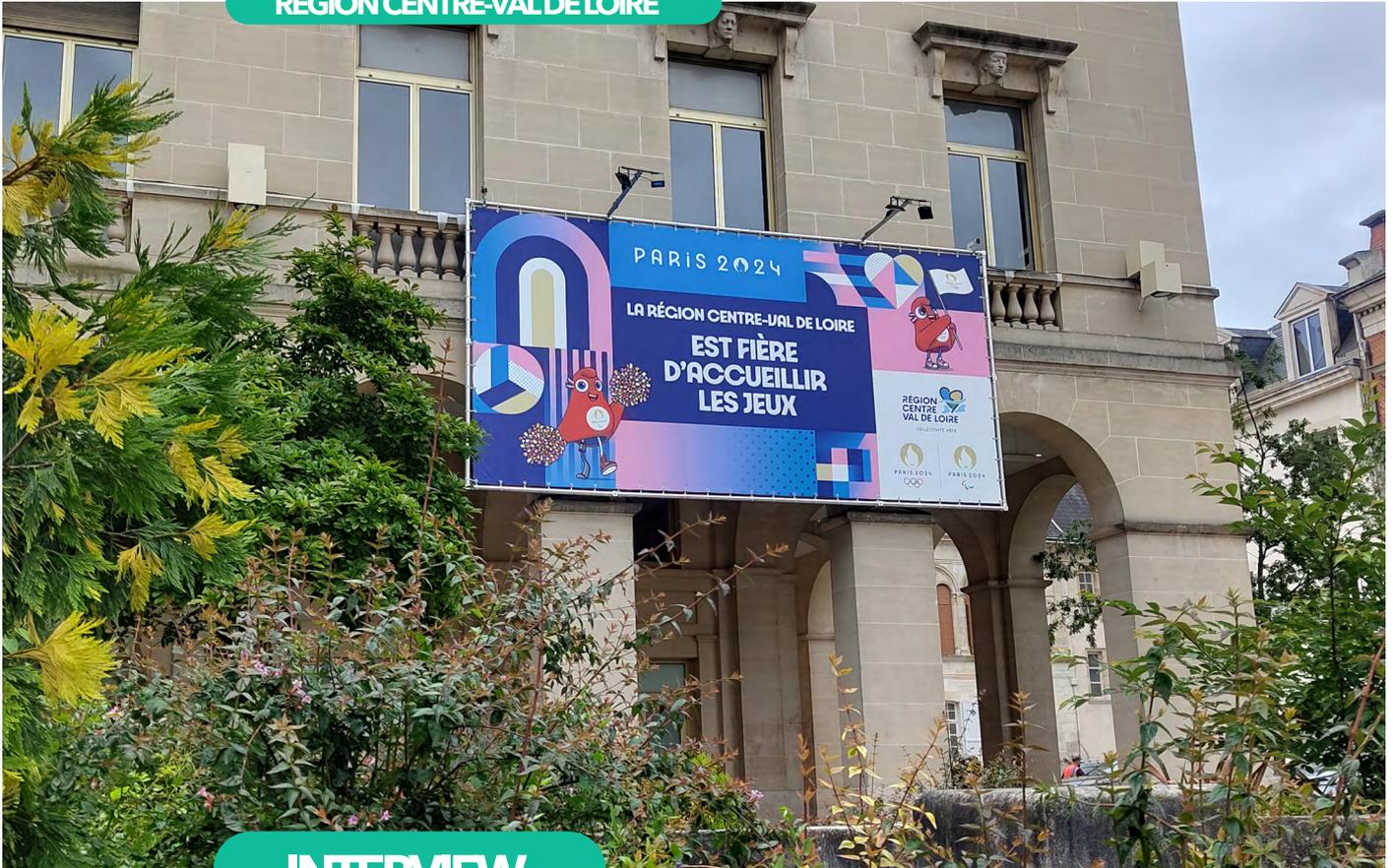
Cette approche induit bien souvent une démarche pluridisciplinaire qui s'appuie sur d'autres disciplines ou expertises (psychologie, science de l'éducation, etc.).

Inclure dans le sport

Adapter le contenu et le format de l'activité physique et sportive pour un public ayant des difficultés d'accès à la pratique (logique performative ou récréative). Dans cette perspective, le niveau de participation et la mixité sont des indicateurs clés.

Inclure par le sport

Utiliser la pratique sp
public ayant des beso
ser des services socia
Dans cette perspecti
raire ou permanente,
cateur légitime.



INTERVIEW

LE SPORT EN CENTRE-VAL DE LOIRE : UN LIEN ENTRE LES TERRITOIRES

Mohamed Moulay

> Région Centre-Val de Loire

Mohammed Moulay est Conseiller régional délégué auprès du Président chargé des Sports à la Région Centre-Val de Loire

Le Label « Terre de jeux 2024 »

En juin 2019, le comité Paris 2024 a lancé le label Terre de Jeux 2024, qui s'adresse aux collectivités territoriales. Les collectivités labellisées s'engagent à développer des actions pour promouvoir le sport et les Jeux auprès de leurs habitants, dans le respect de la Charte olympique et de la charte éthique de Paris 2024.

En novembre 2019, le Centre-Val de Loire s'est vue attribuer le label Terre de Jeux 2024. Une véritable reconnaissance de sa démarche et de son engagement !

La ville de Châteauroux sera le site d'accueil olympique des épreuves de tir et paralympiques de para-tir à l'occasion des Jeux de Paris 2024. Les compétitions se dérouleront au site du Centre national de tir sportif, c'est le plus grand site d'Europe de la discipline.

Quelle est l'ambition de la Région Centre-Val de Loire en matière de sport ?

Les politiques régionales sur le sport s'ancrent sur l'accessibilité de la pratique pour toutes et tous. Par exemple, la Région Centre-Val de Loire accompagne les plus jeunes ou moins jeunes, dans leur initiation mais aussi les athlètes, qu'ils soient amateurs ou professionnels, dans leurs pratiques de haute performance pour atteindre leurs objectifs. Ce soutien est transversal. Nous aidons à la tenue de manifestations sportives tout au long de l'année à travers le territoire, à la participation d'une construction d'équipements durs lorsqu'il y a un besoin dans les collectivités, de pousser à la pratique sportive y compris dans les lycées, puisque c'est la compétence de la Région, via par exemple notre dispositif d'aide à la licence avec YEP'S ou en-

core au soutien du tissu associatif sportif dans son ensemble à travers plusieurs dispositifs tels que le Cap'Asso. Nous aidons aussi 24 athlètes olympiques dans leurs pratiques, sans compter ceux qui concourent pour d'autres équipes mais qui sont basés aussi en Centre-Val de Loire. Ils viennent pratiquer dans notre région car, parfois, ils ne disposent pas des structures adéquates ou de personnel qualifié. Nous nous attachons aussi à permettre le sport adapté ou handisport. Nous travaillons par exemple avec Marie-Amélie Le Fur sur cet axe. Accompagner les personnes, sans distinctions de sa condition physique, sur tout le cycle du sport, est notre objectif.

À titre d'exemples, quelles actions phares la Région Centre-Val de Loire a-t-elle soutenue ?

La première qui me vient à l'esprit s'est déroulée lors de la période de la Coupe du Monde de Rugby en septembre 2023. Nous avons soutenu l'initiative du lycée de l'Abbaye de Pontlevoy (Ndlr : dans le Loir-et-Cher) qu'est la Rugby Héritage Cup. Il s'agit du 1er tournoi mondial de Rugby Scolaire. Il a réuni 700 jeunes de 24 écoles, venant des 5 continents : Angleterre, Chili, Argentine, Zimbabwe, Nouvelle-Zélande, Japon, Roumanie, Inde, Irlande, Madagascar... C'est d'ailleurs cette équipe qui l'a emportée.

Ainsi c'est l'opportunité de faire de l'échange culturel à travers la compétition, avec des équipes de différents niveaux d'appropriation de ce sport. La découverte de soi, le respect des règles, des autres, du genre, de la planète, de la solidarité sont des éléments forts de cette manifestation. David Kirk, l'ancien capitaine de l'équipe de Nouvelle-Zélande, vainqueur de la première Coupe du monde de rugby en 1987 contre la France en a été le parrain.

Au-delà de l'aspect sportif, il y avait aussi des compétitions de cuisine avec « Rugby Chef », des compétitions de courts-métrages avec « Rugby Short » ou encore des visites culturelles telles que la visite de Chambord. L'impact à court terme pour ces jeunes est clair : c'est l'ouverture et la connaissance de l'autre et l'évolution des mentalités.

La Région espère que cette manifestation qui porte l'idée du sport, et la pratique du rugby en l'occurrence, comme vecteur d'échange de communication entre collégiens qui n'ont absolument rien à voir en entre eux de manière préalable, continuera dans d'autres pays hôtes. Un collègue australien est intéressé pour accueillir la deuxième édition. Nous essayons aussi d'appuyer un parrainage par l'UNICEF. La Région a à cœur de soutenir les échanges entre des équipes de



La Région espère que cette manifestation qui porte l'idée du sport, et la pratique du rugby en l'occurrence, comme vecteur d'échange de communication entre collégiens qui n'ont absolument rien à voir en entre eux de manière préalable, continuera dans d'autres pays hôtes. [...] Nous essayons aussi d'appuyer un parrainage par l'UNICEF. La Région a à cœur de soutenir les échanges entre des équipes de notre région et des équipes du monde entier.

notre région et des équipes du monde entier.

Autre exemple de projet dont le sport est un lien entre les territoires et cultures, c'est le partenariat entre la Région Centre-Val de Loire et la région de Fès-Meknès qui a permis d'aboutir à un développement de la pratique équestre pour un faire un levier économique. Un domaine cher à la Région Centre-Val de Loire, dans lequel elle a acquis une expertise et a construit des partenariats solides. Le Pays de Grande Sologne, la Fédération française d'équitation, le Comité régional d'équitation et la Fédération internationale de tourisme équestre sont partenaires du projet. Le projet bénéficie du financement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français et du Ministère de l'Intérieur marocain.

Par ailleurs, cela tiens de l'anecdote j'en conviens, mais le départ du Tour de France 2024 aura lieu à Florence, en Toscane en Italie cette année. C'est une de nos régions partenaires et je trouve assez symbolique que cette édition passe aussi en région Centre-Val de Loire à Orléans et à Saint-Amand Montrond. La pratique du vélo est importante à nos yeux, elle rejoint là encore de manière transverses plusieurs de nos actions qu'elles soient touristiques, de santé publique et d'échange culturel. La Loire à vélo, symboliquement un lien entre les territoires et les personnes en est l'exemple le plus marquant.

Pouvez-vous nous en dire plus concernant la labellisation Terre de Jeux obtenu en Centre-Val de Loire ?

La Région Centre-Val de Loire s'est portée candidate pour l'accueil de deux épreuves olympiques : l'équitation et le

tir. Notre région a été retenue pour cette seconde épreuve avec le site de Châteauroux notamment en raison de la présence d'installations reconnues en Europe, offrant toutes les garanties de prestations internationales. C'est l'occasion de ne pas construire de nouvelles structures et de permettre une diminution de l'impact environnemental. Le village olympique à Châteauroux s'organise dans la même démarche puisqu'il n'y a pas de nouvelles constructions. C'est l'internat du lycée Blaise Pascal qui hébergera, en partie, les athlètes. C'est la première fois qu'un internat de lycée est intégré dans le dispositif d'un événement olympique. C'est l'objectif aussi de ce Paris 2024 : être des Jeux les plus résilients sur le plan environnemental et de ne pas avoir d'impact inutile. Nous faisons aussi en sorte que les Jeux Olympiques et Paralympiques soient accessibles au plus grand nombre et notamment auprès des jeunes, en permettant d'offrir des places à travers un système de billetterie sociale.





INTERVIEW

L'INCLUSION PAR LE SPORT À LA LUMIÈRE DU PROJET DU CLUB SPORTIF USEAB

José Hernandez Pola

> USEAB (Union Sportive Électrique Avoine Beaumont)

Photo :
USEAB

Je m'appelle José Hernandez Pola, Je suis un éducateur sportif, salarié à l'USEAB pour l'activité « handball » et pour la sélection « handball » du collège Henri Becquerel. J'ai commencé ma pratique du sport à Cuba où je suis né et y suis devenu joueur professionnel de handball. J'ai participé pour l'équipe de Cuba aux Jeux Olympiques de Sydney en 2000 et j'ai été capitaine de la sélection nationale de handball de Cuba. Ici en France, j'ai fait une formation pour être éducateur et suis diplômé d'un BPJEPS Sport pour tous.

À l'USEAB, j'ai commencé à développer des projets autour du sport avec différents clubs autour de stages internationaux, alliant aspects linguistiques et sportifs.

Pouvez-vous présenter ce qu'est l'USEAB ? Comment est née l'association ?

L'USEAB (Union Sportive Électrique Avoine Beaumont) est l'un de plus grands clubs omnisport du département de l'Indre et Loire. Créé en 1962, il compte aujourd'hui 21 sections sportives. La gouvernance du club repose sur deux instances de pilotage : un comité directeur composé de représentants des collectivités et de chacune des sections sportives, et un comité exécutif restreint.



Basé essentiellement sur les communes d'Avoine et de Beaumont en Véron, le club a pour objectif principal de développer l'offre du sport selon les envies de la population locale et de la rendre la plus qualitative possible. Pour cela, il propose à ses membres de nombreuses activités sportives ou culturelles au sein d'équipements mis à disposition des collectivités. L'association compte environ 2 000 adhérents. Avoine est une petite ville mais qui offre de nombreuses infrastructures sportives de qualité. La jeunesse a donc beaucoup d'options pour pratiquer diverses activités sportives.

Pouvez-vous nous donner un exemple de stage sportif international ?

Il y a dix jours, nous étions en Espagne avec un groupe de filles de l'équipe féminine de handball / -15 ans du club de Nazelles-Négron pour un projet de solidarité et d'échange à Alicante. L'enjeu de ces stages

”

En 2025, nous envisageons de mettre en place un autre projet de mobilité qui pourrait inclure la participation de jeunes filles de -15 ans d'un club d'Avoine. C'est en réfléchissant à ce projet de mobilité, que nous avons eu l'idée de répondre à l'appel à projets du dispositif RECITAL-ODD avec un projet intitulé « Booster un monde inclusif par le sport ».

sportifs internationaux est la pratique du sport par les jeunes filles qui, par des contraintes sociales, délaissent les activités sportives. En outre, beaucoup d'entre elles n'ont pas l'opportunité de faire la découverte d'un autre pays, d'une autre culture ni de pratiquer une langue étrangère. Lors de ce séjour, nous avons joué trois matchs et les retours de la part des filles ont été très encourageants.

D'habitude, je sais qu'il y a une certaine appréhension à partir avec des filles, en raison de sujets souvent tabous ou sensibles : la menstruation, les contraintes spécifiques aux femmes, etc. Mais cela ne me freine pas. Je veux que ce soit égal pour tous : donner la possibilité de participer à des projets de mobilité, découvrir l'Europe et vivre les mêmes expériences de voyage que les garçons. Apprendre à préparer son voyage, rencontrer de nouvelles personnes, échanger et nouer des amitiés. En 2025, nous envisageons de mettre en place un autre projet de mobilité qui pourrait inclure la participation de jeunes filles de -15 ans d'un club d'Avoine.

C'est en réfléchissant à ce projet de mobilité, que nous avons eu l'idée de répondre à l'appel à projets du dispositif RECITAL-ODD avec un projet intitulé «Booster un monde inclusif par le sport».

En quoi consiste ce projet «Booster un monde inclusif par le sport» ?

Ce projet concerne l'USEAB ainsi que ses différents partenaires : le collège Henri Becquerel d'Avoine, l'Observatoire des inégalités, l'Association Handisport 37, le Comité Indre et Loire FFHandball et l'Union Sportive Joué-lès-Tours Handball. L'objectif est de promouvoir l'inclusion par le sport, en sensibilisant les jeunes à l'accès au sport pour tous. Nous voulons devenir un club inclusif, accueillant hommes et

femmes de tous âges, et particulièrement les personnes en situation de handicap. Nous promovons le sport comme un vecteur de valeurs et de socialisation. Nous aimerions accueillir des sportifs de haut niveau, y compris des sportifs internationaux qualifiés pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, pour échanger avec les jeunes sur ces aspects.

Comment et pourquoi est né ce projet ?

Je suis un athlète olympique et j'ai été formé par un éducateur en situation de handicap durant ma petite enfance. J'ai donc été sensibilisé très tôt dans mon pays aux inégalités qui peuvent exister dans la pratique du sport, tout en intégrant que toutes et tous peuvent pratiquer le sport. Cela fait qu'aujourd'hui, je ne vois aucune différence ou inconvénient à jouer avec une personne en situation de handicap. Je voulais transmettre ces attitudes, ces compétences, cette éducation et ce savoir-être à travers

”

Nous aimerions accueillir des sportifs de haut niveau, y compris des sportifs internationaux qualifiés pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, pour échanger avec les jeunes sur ces aspects.



Photos :
USEAB

”

***Par le sport,
nous apprenons
l'ouverture aux
autres et au monde,
et des valeurs
comme l'égalité,
l'empathie ou encore
la responsabilité.***

l'éducation par le sport.

Pour moi, un projet qui sensibilise à ces questions a du sens dans le monde d'aujourd'hui, où nous demandons moins de jugements et moins d'inégalités. Nous devons faire un travail de fond avec la jeunesse, notamment les collégiens. Le lien avec les Objectifs de Développement Durable est important, car nous voulons promouvoir le bien-être et la santé (ODD 3), réduire les inégalités y compris hommes-femmes (ODD 5 et 10), et réunir des partenaires autour d'un objectif commun (ODD 17).

Nous sommes également dans une zone rurale, à une heure de voiture de Tours, avec une jeunesse parfois isolée qui n'a pas toujours les codes de savoir-être et de savoir-faire. Ce projet, je pense, est un bon début pour bouleverser les bases de l'éducation populaire à travers le sport.

Pourquoi l'inclusion par le sport ?

Le sport est un vecteur de socialisation, enseignant des valeurs et le respect de règles applicables dans la vie quotidienne : respect des horaires, respect du maillot, respect des autres, etc. Par le sport, nous apprenons l'ouverture aux autres et au monde, et des valeurs comme l'égalité,

l'empathie ou encore la responsabilité. Par exemple, une fille qui dirige l'échauffement lors d'un entraînement est suivie par tous, de la même manière que serait suivi un garçon. De même, une personne en situation de handicap peut pleinement participer et exceller dans le sport.

Comment mettez-vous cela en pratique ?

En premier lieu, pour le club, nous sensibilisons et formons les professionnels pour rendre le sport accessible aux personnes en situation de handicap, notamment par le sport en fauteuil. Par exemple, lors de l'événement « 24 heures de handball », nous avons organisé des matchs de handball en fauteuil, permettant à tous de participer et de se mettre à la place des personnes en situation de handicap. Cet événement, organisé de 9H00 à 23H00 a rassemblé 400 participants et a permis de sensibiliser autant des jeunes que des adultes et des enfants. En deuxième lieu, pour les jeunes du collège, nous souhaitons développer la pratique sportive, notamment chez les filles, et sensibiliser aux inégalités, y compris à travers la pratique de l'handisport. Nous voulons également favoriser les échanges avec



Les JO sont une grande fête du sport et c'est une opportunité de mettre le sport et ses bienfaits au cœur de notre société. C'est aussi une opportunité pour parler sur la solidarité internationale. Par exemple, nous avons accueilli l'équipe nationale de lutte de Namibie pour les aider à se préparer à la compétition de classification aux JO [...]

des athlètes du Sud et renforcer la confiance de toutes les personnes pratiquant le sport. Par exemple, nous allons réaliser des séances d'intervention au Collège pour des séances pratiques de sport handicap, ainsi qu'une exposition et animation sur les ODD, notamment sur le lien entre « l'inclusion » et les ODD.

Quels sont les prochains événements ?

La semaine du 17 au 21 juin 2024, nous ferons découvrir aux jeunes tous les sports possibles en situation de handicap avec le soutien du Comité Indre et Loire FFHandball, y compris le basket, le handball, le tennis de table, le tir à l'arc, et d'autres. Nous sensibiliserons également à l'inclusion par des discussions et des jeux éducatifs, comme le « Monopoly des inégalités ».

Nous organiserons une exposition itinérante sur les ODD et les pratiques d'inclusion par le sport, qui sera présentée à l'USEAB, au Collège (pour susciter des questions et travailler avec les éco-délégués et les matières scolaires), et à l'espace culturel d'Avoine pour être accessible à tout le public.

Quels sont les enjeux pour 2024 liés aux Jeux Olympiques et Paralympiques ?

Les JO sont une grande fête du sport et c'est une opportunité de mettre le sport et ses bienfaits au cœur de notre société. C'est aussi une opportunité pour parler sur la solidarité internationale. Par exemple, nous avons accueilli l'équipe nationale de lutte de Namibie pour les aider à se préparer à la compétition de classification aux JO, offrant ainsi les mêmes opportunités que les pays du Nord, qui ont généralement plus de moyens pour aider à préparer leurs sportifs aux compétitions. Cela a été un souhait partagé avec la Communauté de communes, dans un esprit d'égalité des chances pour la préparation aux épreuves de classification aux JO. Des initiatives comme celle-là permettent de défendre l'idée que le



sport doit être accessible à tous.

Pour les jeunes qui ne peuvent pas assister aux rencontres et matches des JO en raison de contraintes financières, nous souhaitons mettre en place des échanges avec des sportifs et de démonstrations à Avoine pour leur offrir un accès à cette expérience unique. Pour cela, nous sommes en contact avec des équipes de Cuba, d'Argentine, du Mexique et du Guatemala.

Enfin, nous devons nous concentrer sur l'envoi d'une bonne image des valeurs du sport. Aujourd'hui, le monde traverse des difficultés avec de nombreuses guerres et des informations compliquées pour la jeunesse. Je pense que le sport peut apporter un souffle d'émotions et sortir de la quotidienneté de ces informations négatives.

Quels sont les liens avec les collectivités territoriales ?

L'USEAB a des liens étroits avec la communauté de communes de Chinon Vienne et Loire et la mairie, qui soutiennent notre club omnisport. Tous les sports pratiqués à l'USEAB ont un lien avec ces collectivités.

Grâce au dispositif RECITAL, nous avons pu faire un pas en avant sur nos projets sportifs et renforcer ces liens avec les collectivités, ce qui est crucial. « Booster un monde inclusif par le sport » est un projet phare qui peut être réalisé dans n'importe quel autre collège. Dans notre cas, non seulement la collectivité nous a soutenu, mais le collège nous a également ouvert ses portes avec l'accord de la CPE et de la directrice des sections sportives. Les collectivités et les autres établissements qui nous accompagnent ont répondu « présents » avec beaucoup d'énergie, ce qui est très valorisant et nous incite à continuer avec ce projet qui nous tient à cœur.



TÉMOIGNAGE

ACCÈS AU SPORT POUR DES JEUNES NON-VOYANTS DE GUINÉE : UN PROJET DE L'ASSOCIATION ENTRAIDE GUINÉE EN PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE SOGUÉ

Catherine Leclercq

> Présidente de l'association Entraide Guinée

L'association Entraide Guinée a été créée en septembre 2016 par des bénévoles français et guinéens. Cette association, dont le siège social est basé à Chartres, a pour but de mener efficacement des actions en faveur de l'accès à l'éducation pour toutes et tous et œuvre plus spécifiquement pour la scolarisation des enfants défavorisés ou en situation de handicap visuel en Guinée.

Un partenariat historique entre l'association Entraide Guinée et l'école Sogué

L'association a commencé à travailler avec la Guinée grâce à des contacts personnels de bénévoles. Rapidement une mission composée de deux membres de l'association a été organisée pour faciliter la mise en relation avec des partenaires locaux comme une Fédération d'associations de personnes en situation de handicap ou encore l'école Sogué.

L'école Sogué, centre des non-voyants et mal-voyants de Conakry, est un partenaire historique de l'association. Créée en 2002 grâce notamment au soutien du Ministère de l'Action Sociale, l'école accueille des enfants et jeunes âgés de 4 à 14 ans environ (jusqu'à la fin du cycle primaire). Une classe spéciale a également été créée pour accueillir les jeunes lycéens, étudiants ou actifs entre 17 et 25 ans qui perdent la vue et n'ont plus la possibilité de suivre des études classiques ou de garder leur emploi. Les jeunes viennent pendant 1 an se former au sein de l'établissement pour apprendre à lire, écrire et compter avec l'alphabet braille afin de se réinsérer ensuite plus facilement dans la société.

En Guinée, il n'existe aucune statistique concernant le nombre de personnes en situation de handicap et celles-ci ne bénéficient pas d'accompagnement ni de prise en charge. L'école Sogué est la seule école spécialisée pour le handicap visuel du pays. Une fois leur réussite à l'examen d'entrée au collège, les élèves doivent continuer leur scolarité dans le cursus classique sans autre adaptation.

Afin de combler cette lacune, des membres de l'association Entraide Guinée se sont entourés de personnes compétentes et se sont formés pour répondre aux besoins des élèves de l'école et améliorer la scolarisation des jeunes déficients visuels.

Plusieurs actions ont d'abord été menées avec l'école : l'équipement en mobilier, la fourniture de matériel didactique de base (tablette, poinçon, matériel de mathématiques et de géométrie adapté) pour chaque élève, la création d'une bibliothèque en braille et la formation des enseignants à l'utilisation d'une imprimante braille remise à l'école. Pour les élèves qui



« En Guinée, il n'existe aucune statistique concernant le nombre de personnes en situation de handicap et celles-ci ne bénéficient pas d'accompagnement ni de prise en charge. L'école Sogué est la seule école spécialisée pour le handicap visuel du pays. »

poursuivent leurs études après l'école Sogué, l'association les forme à l'utilisation d'un ordinateur spécialement équipé puis met à disposition du matériel adapté pour suivre leur scolarité au collège et au lycée.

Le sport pour favoriser l'estime de soi

Le constat a été fait que le sport était totalement absent des activités scolaires, faute d'endroit adapté pour le pratiquer. Un projet d'accès au sport a alors été élaboré en 2019 en commun avec le ministère de l'Action Sociale, l'équipe pédagogique de l'école et Entraide Guinée. Ce projet avait pour objectifs principaux d'aménager un terrain de sport au sein de l'école et notamment de cécifoot, de former les enseignants à des pratiques sportives adaptées au handicap visuel et de faire découvrir le handisport en faisant jouer ensemble voyants et non-voyants.

Ce projet a seulement été finalisé en 2022 à cause de la fermeture de l'école due à la pandémie de COVID19. Un planning des activités sportives individuelles (athlétisme, musculation...) et collectives (jeux de ballon, cécifoot...) hebdomadaires a été mis en œuvre pour chaque classe. L'un des enseignants sportifs de l'école a été formé et coordonne aujourd'hui l'ensemble de ces activités. Les enseignants peuvent ainsi appliquer le programme officiel en l'adaptant au handicap visuel.

Grâce à ce projet, les partenaires ont constaté que les enfants ont pris goût au sport et se sentent maintenant capables de le pratiquer. Ces jeunes reprennent confiance en eux et sont conscients de leurs capacités. Les familles ont également une autre vision des possibilités de leurs enfants handicapés.

Se former sur le handicap visuel pour mettre en place des projets de qualité

Agir dans le champ des handicaps demande une connaissance précise de la déficience, des enjeux et problématiques rencontrés par les personnes qui la vive et des compétences techniques pour adapter et faciliter leur vie quotidienne. Pour ce projet d'accès au sport, l'association Entraide Guinée s'est inspirée et entourée de structures et personnes ressources. Ainsi, elle a rencontré une association qui intervenait au Mali dans le domaine du cécifoot et s'est formée auprès de l'Institut National des jeunes aveugles de Paris sur l'enseignement du sport adapté. De manière plus générale, l'association a également rencontré les membres de l'association V.O.I.R, spécialisés dans le domaine du handicap visuel et plusieurs membres se sont formés auprès d'organisations spécialisées telles que l'association Valentin Haüy ou l'association Bibliothèque Braille pour Enfants de Paris.

L'association Entraide Guinée travaille en étroite collaboration avec plusieurs Ministères guinéens et apporte son expertise pour accompagner des enseignants à apprendre le braille et à développer des méthodes pédagogiques adaptées.

A terme, l'un des objectifs de l'association est de permettre aux jeunes déficients visuels d'accéder à des formations professionnelles afin d'accéder à l'autonomie financière. Un autre objectif est que tout enfant déficient visuel puisse être scolarisé quel que soit son lieu d'habitation, d'où le développement d'actions de plaidoyer.



TÉMOIGNAGE

PROMOUVOIR DES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET CUBA À TRAVERS LE SPORT

> Association Echanges, Culture, Coopération, Sport, Santé, Solidarité (ECCSSS)

Depuis 2008, l'association Echanges, Culture, Coopération, Sport, Santé, Solidarité (ECCSSS) s'est engagée dans des actions visant à promouvoir les échanges culturels et la solidarité entre la France et Cuba. La promotion de la pratique sportive, notamment le football, constitue le vecteur principal de ces actions de coopération internationale.

L'association ECCSSS a accompagné les acteurs locaux dans la mise en place du centre de formation de football Rafaël "Pito" Hernandez dans la ville de Viñales. Ce centre accueille environ une centaine de jeunes cubains âgés de 13 à 17 ans, leur offrant une formation sportive encadrée par des éducateurs. L'objectif est de doter ces jeunes des compétences nécessaires pour atteindre un niveau sportif élevé ou pour faciliter leur insertion professionnelle.

Depuis plus d'une décennie, ECCSSS facilite les échanges entre jeunes cubains et français. Une cin-

quantaine de jeunes du club Gazelec Football de Bourges, accompagnés de vingt-cinq encadrants, ont eu l'opportunité de se rendre à Cuba. De même, une dizaine de jeunes et d'éducateurs sportifs cubains ont visité Bourges. Ces rencontres permettent aux jeunes des deux pays de découvrir une nouvelle culture tout en partageant leur passion pour le football, un sport accessible à tous, qui joue un rôle crucial dans le développement des compétences sociales et personnelles.

Cette année, ECCSSS a mené pour la deuxième fois son action « Vestiaire du Cœur », soutenue par la région Centre-Val de Loire et le département du Cher. Cette initiative vise à favoriser la mobilité des jeunes footballeurs et encadrants de Bourges vers Cuba, tout en soutenant les partenaires cubains avec des équipements sportifs.

Les jeunes participant à ce projet reçoivent une formation préalable

au voyage et participent à plusieurs ateliers d'échanges autour du sport et de la protection de l'environnement pendant leur séjour à Cuba.

À leur retour, ils réalisent à Bourges une restitution des actions menées sous diverses formes. Cette restitution permet à leurs camarades et parents de découvrir et apprécier l'expérience enrichissante qu'ils ont vécue.

ECCSSS envisage d'intensifier les mobilités solidaires et les échanges entre les jeunes cubains et français dans les prochaines années. L'association souhaite également offrir aux jeunes cubains la possibilité de réaliser des stages dans des entreprises en région Centre-Val de Loire. Ces stages visent à leur fournir une formation pratique et à les aider à initier des projets professionnels une fois de retour à Cuba.



TÉMOIGNAGE

LA CARRERA DEL CHIMBORAZO, ENTRE RIOBAMBA ET SAINT-AMAND MONTROND

> Saint-Amand-Montrond/Riobamba

L'association Saint-Amand-Montrond/Riobamba a pour objet de promouvoir et développer par quelque moyen que ce soit l'amitié entre Saint-Amand-Montrond (Cher, France) et Riobamba (Chimborazo, Équateur) et plus largement entre la France et l'Équateur, en raison des liens historiques et extraordinaires qui les unissent depuis 1736.

Dans son fonctionnement, l'association est structurée en cinq commissions : culturelle, historique, sportive, scolaire et économique. Parmi ses nombreuses activités, elle organise notamment « La Carrera del Chimborazo, la más alta del mundo », la course la plus haute du monde. C'est une course type trail de 22km, unique en son genre avec un parcours atypique présentant un dénivelé négatif de -69,18 m/km. Le départ est donné à 4 800 mètres d'altitude sur les flancs du volcan Chimborazo. Le paysage est rocheux et enneigé, mais à mesure que les coureurs avancent, la végétation remplace progressivement le paysage lunaire. Les plus chanceux peuvent même croiser des vigognes

sur leur chemin. Après avoir achevé les parcours de cette course, les athlètes franchissent la ligne d'arrivée au sein du stade de la Communauté du Chimborazo à 3 500 mètres d'altitude.

Cette course est un élément important pour l'association car elle nous permet de promouvoir l'athlétisme, la pratique du sport ainsi que le dépassement de soi, des valeurs que nous tenons à mettre en avant. Du fait de l'histoire des liens d'amitié entre les deux villes, il est aussi important pour nous de mettre en avant le sport féminin. Pour cela, nous pouvons compter sur notre responsable de l'organisation de la course, Margoth Graciela CAISABANDA, une marathonnienne emblématique. Elle fut l'une des premières athlètes équatoriennes à participer à des compétitions internationales.

Nous plaçons également l'environnement au cœur de nos priorités en entreprenant le reboisement d'une partie du parcours sur le principe d'un coureur inscrit = un arbre planté. En 2022,

nous avons planté près de 200 arbres au cœur de la communauté, avec une vue imprenable sur le volcan Chimborazo.

Enfin, la course permet, à son échelle, de développer les échanges entre les deux pays. D'une part, pour chaque édition, des français et des européens participent à cette course unique. D'autre part, nous offrons l'opportunité à des athlètes équatoriens de participer à deux courses en France, à savoir le célèbre semi-marathon Marvejol-Mende ainsi que le Trail des Remparts à proximité de Saint-Amand-Montrond.

Pour les prochaines éditions, nous avons pour ambition d'augmenter le nombre de participants et de renforcer notre organisation afin de répondre à nos ambitions et répondre à l'ensemble de nos objectifs.



INTERVIEW

Photos :
La Chistera

LA CHIST' AU BÉNIN

Rémy Geoffroy

> Président de l'association la Chistera (de 2018 à 2021)

Depuis combien de temps l'association existe-t-elle ?

La Chistera est une association qui a été créée dans les années 2010 mais qui était délaissée depuis plusieurs années avant qu'on ne la reprenne. On ne l'a donc pas créée mais on l'a remontée et nous en sommes fiers. Encore aujourd'hui elle fonctionne très bien. C'est au début du mois de décembre 2018 que nous avons repris cette association. J'en ai été le président jusqu'à fin 2021.

Quel est son objectif principal ?

Au début, les actions principales

étaient surtout des soirées dans les bars pour récolter des fonds. Par la suite, nous avons organisé des soirées avec la Brigade des STAPS qui est l'association STAPS d'Orléans. Hormis les soirées à thème on organisait des tournois : rugby à 7, rugby de toucher, et on gérait avec notre professeur, actuellement gérant de l'option rugby en STAPS, les compétitions et la communication sur les matchs universitaires de rugby.

On réalisait la promotion pour le club de Rugby d'Orléans, qui était en 5 ou 6ème division française. Ce sont des semi-professionnels. On participait aussi à des projets associatifs communs en partenariat avec la fédération des associations étudiantes. On collabore avec d'autres associations pour participer à des événements, par exemple ramasser des déchets autour du campus.

De quoi est né le projet « Chist' au Bénin » et en quoi consistait-il ?

On l'a monté sur un coup de tête. Afin de clôturer notre master, nous nous sommes dits qu'avant que tout le monde parte, il serait bien de réaliser un voyage solidaire. Un ami, Olivier Pratt, faisait partie de l'association en tant qu'adhérent au moment où l'on a monté le projet. On s'est rapproché de lui car il avait également créé un projet en 2019 dans le cadre de ses études, au Bénin. Il est parti deux ans avant cela en voyage avec d'autres personnes de sa promotion. Il faisait du Rugby à Orléans. Il nous a dit qu'il connais-



sait des ONG et des personnes sur place. Par la suite, on a monté le projet avec lui et on l'a réalisé.

Les objectifs étaient principalement de promouvoir la pratique du rugby, de démocratiser les bienfaits de l'activité physique, autant physiquement que psychologiquement, et surtout socialement, parce que c'est un voyage qui est très humain. Et puis c'était aussi d'apporter notre pierre à l'édifice dans la construction et le développement de l'ONG qui nous a accueilli : Rugby Pour Tous. Ce voyage a duré un mois, du 1er juillet 2021 jusqu'à début août 2021.

Quelles ont été les principales étapes ?

On a monté cela sur quasiment 8 mois. Un jour par semaine était dédié au développement de ce projet. Une fois qu'on a eu à peu près tous les moyens, humains et matériels, il fallait trouver le financement. Il nous fallait donc monter un budget prévisionnel, savoir combien ce voyage allait nous coûter. Nous sommes partis à 4 et en fonction de ce budget prévisionnel, il fallait le diviser par 4 et ensuite savoir combien chacun pouvait mettre de sa poche. Grâce aux contacts d'Olivier Pratt, nous avons fait une de-

mande de soutien au Rotary Club qui réunit des chefs d'entreprise de l'agglomération orléanaise. Ils dédient 1% du chiffre d'affaires de leur entreprise à des œuvres caritatives, des projets de développement etc. Puis nous avons sollicité l'Université d'Orléans, la mairie d'Orléans, le département du Loiret et la Région Centre-Val de Loire. Nous avons également réalisé, au sein de l'université, une campagne de communication auprès des étudiants en leur présentant notre association et le voyage solidaire que nous portions. Nous avons enfin créé une cagnotte Leetchi (cagnotte en ligne) où l'on a récolté 2500 euros.

Que s'est-il passé une fois arrivée sur place ?

Nous avons rencontré des personnes comme le président de la fédération de rugby béninoise, le président de l'ONG Rugby Pour Tous Bénin, qui lui était notre contact sur place. Toutes les activités ont été réalisées avec lui. Les principales actions qu'on a faites étaient liées au développement du rugby là-bas. L'ONG Rugby Pour Tous avait une équipe de rugby avec des jeunes de Cotonou, la capitale du Bénin.

L'idée était aussi d'apporter une expérience d'entraîneur, développer les aspects rugbystiques de l'équipe et puis surtout agir sur les enfants qui vivaient dans la rue. On s'est servi de la pratique du rugby comme levier social.

Et après ?

Après notre voyage, nous avons réalisé un bilan aux financeurs et effectué une présentation aux élèves, aux profs et à tous ceux qui avaient participé à la cagnotte Leetchi. Au moins 3 ou 4 voyages ont été organisés par la suite. Notre projet a donc permis de motiver d'autres personnes à organiser des voyages de solidarité internationale.



On s'est servi de la pratique du rugby comme levier social.



TÉMOIGNAGE

Photo :
Fédération Française
d'Équitation

COOPÉRATION AUTOUR DE L'ÉQUITATION

> Fédération Française d'Équitation

Depuis octobre 2020, la Fédération Française d'Équitation est engagée dans un projet de développement de tourisme équestre en région Fès-Meknès, au Maroc.

Pour l'accueil d'un jeune Marocain en service civique, la FFE a bénéficié de l'accompagnement de Centraider.

Aux côtés de la Région Centre-Val de Loire, du Comité Régional d'Équitation relais de la FFE en territoire, de la Fédération Internationale de Tourisme Équestre, du Pays de Grande Sologne, la Fédération Française d'Équitation échange avec la Région Fès-Meknès, la délégation provinciale au Tourisme, le Parc national

d'Ifrane et les centres équestres locaux, pour accompagner les différents acteurs dans la création, la professionnalisation et la diffusion d'une offre de tourisme équestre au cœur du « poumon-vert » du Maroc.

Après l'installation du Comité technique réunissant l'ensemble des partenaires en distanciel, en raison du Covid, plusieurs réunions se sont régulièrement tenues en visioconférence, avec la volonté partagée de surmonter les contraintes imposées par ce contexte inédit.

Dès décembre 2020, la Région Fès-

Meknès a sélectionné une équipe de chercheurs de l'École Nationale d'Agriculture de Meknès pour la réalisation d'un diagnostic territorial, préconisant une stratégie de développement efficace et raisonné du tourisme équestre en région Fès-Meknès.

Au cours de l'année 2021, les partenaires marocains ont commencé à réaliser un important travail d'identification des circuits équestres sur le Parc national d'Ifrane. Une centaine de kilomètres de circuits équestres ont ainsi été identifiés dont 40 kilomètres balisés.

Au fil des mois, les travaux d'aména-



Photos :
Fédération Française
d'Équitation

gement se sont poursuivis : balisage des circuits, installation de panneaux directionnels et d'information et aménagement de deux campements.

En mars 2022, la Fédération Française d'Équitation, le Comité Régional d'Équitation Centre-Val de Loire et la Fédération Internationale de Tourisme Équestre, ont réalisé une mission de terrain en région Fès-Meknès pour rencontrer et échanger avec les partenaires marocains du projet, afin d'adapter les futurs échanges et formations aux besoins des professionnels.

Après plusieurs reports liés au contexte sanitaire, la Fédération Française d'Équitation a accueilli les partenaires marocains du projet, en septembre 2022, au Parc équestre fédéral à Lamotte-Beuvron. Durant deux jours, les partenaires marocains ont pu rencontrer et échanger avec de nombreux acteurs, effectuer des visites de terrain (Parc équestre de la FFE, itinéraires équestres, établissement équestre adhérent de la FFE et s'inscrivant dans une démarche qualité : labellisé Ecole Française d'Équitation, Centre de Tourisme équestre, Cheval Etape, mention Bien-être animal) et suivre des modules de formations.

Les échanges ont été riches et de nombreuses thématiques ont été abordées : outils de promotion du tourisme équestre, mise en tourisme, fonctionnement d'une association de tourisme équestre et gouvernance de la pratique sur un territoire donné, balisage et communication, offre hôtelière liée aux

circuits équestres, clientèle, valorisation du cheval Barbe particulièrement adapté au tourisme équestre etc.

En juin 2022, la Fédération Française d'Équitation a également accueilli un jeune Marocain en mission de service civique pour une durée de 6 mois. Pour cet axe de la coopération, la FFE a sollicité l'accompagnement de Centraider, pour la préparation administrative et le suivi de l'accueil de Nawfal, qui a ainsi pu échanger et participer à différentes animations rassemblant d'autres jeunes en service civique international en région Centre-Val de Loire. L'objectif du service civique au sein de la Fédération Française d'Équitation-Comité National de Tourisme Équestre, était d'appréhender le fonctionnement d'une association nationale de gouvernance de la pratique équestre et de participer aux activités de promotion et de développement du tourisme équestre sur le plan national. Nawfal avait également pour mission de fournir un appui à la mise en œuvre des actions du projet de coopération et de réinvestir ses connaissances et ses apprentissages au profit du développement du tourisme équestre en région Fès-Meknès.

La coopération Tourisme équestre, vivante et riche, a incité les partenaires marocains à se constituer en août 2022 en association régionale, sur le modèle des Comités Régionaux d'Équitation et de Tourisme équestre français, pour assurer la gouvernance et le développement du tourisme équestre en région Fès-Meknès.

Elle a également fait l'objet d'un témoignage à deux voix lors de la conférence internationale de la filière équine à Versailles les 14-15 mai 2024, organisée dans le cadre de l'opération « Choose France ». Les partenaires français et marocains se retrouveront au Maroc en fin d'année pour l'inauguration des 200 kilomètres d'itinéraires au cœur du Parc national d'Ifrane !



La coopération Tourisme équestre, vivante et riche, a incité les partenaires marocains à se constituer en août 2022 en association régionale, sur le modèle des Comités Régionaux d'Équitation et de Tourisme équestre français, pour assurer la gouvernance et le développement du tourisme équestre en région Fès-Meknès.

NOUVELLES TÊTES ET NOUVELLES MISSIONS DANS L'ÉQUIPE !

Virginia Mora-Reyes est notre nouvelle chargée de mission sur la coordination des campagnes citoyennes (Festival des Solidarités et Festival ALIMENTERRE). Elle gère également la coordination du Service Civique à Centraider.

Charlotte Bourillon est remplacée par Marie-Line Naves sur ses missions le temps de son congé maternité.

Le départ d'Elsa Tisné-Versailles et l'arrivée de Virginia ont été l'occasion pour l'équipe de réorganiser ses différentes missions. Vous pouvez les missions de chaque salarié ci-dessous et sur le site internet de Centraider.

3 nouvelles recrues ont été accueillies dans l'équipe dernièrement. Aminata et Ariane sont toutes les deux recrutées en mission de Service Civique. La sensibilisation du grand public aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) sont au cœur de leur mission. Elles interviennent notamment auprès des associations, des établissements scolaires ou lors d'événements afin d'informer le public et en particulier les jeunes sur ces questions. Elles sont basées à Orléans.

Clara a été recrutée à Bourges en tant que stagiaire pour appuyer notre accompagnement et valoriser les projet d'ECSI menés en Centre-Val de Loire.



Virginia Mora-Reyes



De gauche à droite : Clara, Aminata et Ariane



Marie-Line Naves

L'ÉQUIPE DE CENTRAIDER



Munelle Mignot
Directrice
Représentation, développement de partenariat et de projets, relations institutionnelles
Action Éclairée des Collectivités
Approche multiseCTORielle des Services essentiels
CSM
Orléans
direction@centraider.org
06 21 97 89 22



Charlotte Bourillon
Chargée de mission
Accompagnement des acteurs du Loiret (45) et Eure-et-Loir (28)
Bénévole partenariat Agence de l'au Loire-Bretagne
Mobilité internationale de groupes de jeunes
Orléans
charlotte.bourillon@centraider.org
06 01 96 23 20



Guillaume Guetrou
Chargé de communication
Communication
Observatoire
Orléans
guillaume.guetrou@centraider.org
02 38 15 66 59



Laurane Aiais
Apprentie Communication
Veille & site internet
Réseaux sociaux
Appui aux événements
Orléans
laurane.aiais@centraider.org
07 63 19 06 22



Sophie Laly
Responsable administrative et financière
Gestion administrative et financière
Identification des acteurs
Relations au CA & membres
Coordination dispositif EXPLICIT
Vendôme
sophie.laly@centraider.org
02 54 80 23 09



Maxime Guizouarn
Chargé de mission
Accompagnement des acteurs de l'Indre-et-Loire (37) et du Loire-Cher (41)
Coordination dispositif RECTAL
Vendôme
maxime.guizouarn@centraider.org
06 01 99 11 52



Aratin Kpartiou-Ichasse
Chargé de mission
Accompagnement des acteurs de l'Indre (36) et du Cher (18)
Bénévole Agence des micro-projets - La Guilde
Coordination dispositif EDEN
Bourges
aratin.kpartiou-ichasse@centraider.org
06 31 36 93 75



Virginia Mora-Reyes
Chargée de mission
Coordination des campagnes citoyennes : Festival des Solidarités, ALIMENTERRE
Coordination dispositif Service Civique
Tours
virginia.mora-reyes@centraider.org
06 42 59 76 32

CENTRAIDER
Siège
140 Faubourg Chartrain
41100 Vendôme
TÉL.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER
Antenne de Tours
20 rue de Montbazou
37000 Tours
TÉL.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER
Antenne d'Orléans
48 rue du Bourdon Blanc
45000 Orléans
TÉL.: 02 38 15 66 59

CENTRAIDER
Antenne de Bourges
3 rue du Moulin
18000 Bourges
TÉL.: 02 54 80 23 09

www.centraider.org
f t in @





LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

19 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Renaud Mettre
Président
Collège associations



Tony Ben Lahoucine
Président d'honneur
Collège réseaux départementaux



Bertrand Sajaloli
Vice-président
Collège institutions régionales



Issouf Eli Moussami
Vice-président
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM)



Pascal Meyer
Vice-président
Collège réseaux départementaux



Denis Rasle
Secrétaire
Collège comités de jumelages



Gabriel Rousseau
Secrétaire
Collège réseaux départementaux



Jean-Claude Lézier
Collège associations



Joël Dine
Collège associations



Jean-Luc Guéry
Collège associations



Jean-François Fillaut
Collège acteurs économiques



Mamadou Diarra
Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle;
Collège collectivités locales et leur regroupement



Théodore Toulougoussou
Collège OSIM



Laurence Bellais
Collège collectivités locales



Bruno Demeurant
Collège associations



Guy Chèvreau
Collège associations



Cédric Marmuse
Collège collectivités locales



Constance Bonduelle
Collège collectivités locales



Jean-Charles Nony
Collège associations

Mémorial
de la SHOAH
Musée,
Centre
de documentation

— PARIS 1924 - PARIS 2024 —

LES JEUX OLYMPIQUES MIROIR DES SOCIÉTÉS



CERCIL

Musée mémorial
des enfants
du Vel d'Hiv
Orléans

EXPOSITION

À PARTIR DU 19 MARS 2024



© Mémorial de la Shoah, illustration : Mathieu Peisan, Graphisme : Nostim Sellam, Impression Sops.
Mémorial de la Shoah, fondation reconnue d'utilité publique SIREN 784 243 784



**CERCIL - MUSÉE MÉMORIAL
DES ENFANTS DU VEL D'HIV**
45 rue du Bourdon Blanc, 45000 orléans
02 38 42 03 91

OUVERT DU DIMANCHE AU VENDREDI
Tarif plein 4€, tarif réduit 2€
Gratuit pour les moins de 18 ans

WWW.MUSEE-MEMORIAL-CERCIL.FR

